



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



INTERNATIONAL AUDIT COMPANY
46 rue du Général Foy
75008 Paris

Etablissements Maurel & Prom
S.A.

***Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes consolidés***

Exercice clos le 31 Décembre 2020
Etablissements Maurel & Prom S.A.
51, Rue d'Anjou - 75008 Paris



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



INTERNATIONAL AUDIT COMPANY
46 rue du Général Foy
75008 Paris

Etablissements Maurel & Prom S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 Décembre 2020

A l'Assemblée Générale de la société Etablissements Maurel & Prom S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Établissements Maurel & Prom S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014.

Etablissements Maurel & Prom S.A.
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Etablissements Maurel & Prom S.A.
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Incidence de l'estimation des réserves sur la comptabilisation et l'amortissement des actifs de production

Risque identifié	Notre réponse
-------------------------	----------------------

Chaque année, le Groupe engage des experts afin d'évaluer de manière indépendante les réserves pour chaque permis pétrolier en production.

Les réserves prouvées et probables correspondent respectivement aux réserves d'huile et de gaz "raisonnablement certaines" et "raisonnablement probables" pouvant être produites en utilisant la technologie actuelle, aux prix actuels, selon les accords commerciaux et gouvernementaux en cours.

L'estimation des réserves d'hydrocarbures constitue un élément fondamental pour la comptabilisation des actifs relatifs aux activités pétrolières du Groupe, notamment en ce qui concerne la détermination du taux d'amortissement de ces actifs selon la méthode de l'unité de production, décrite dans la note 3.3 de l'annexe aux comptes consolidés mais également les tests de dépréciation des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) des activités de production ainsi que la reconnaissance des dépenses d'exploration conformément à la méthode dite des "successful efforts".

L'estimation des réserves est par nature incertaine du fait des données de géoscience et d'ingénierie utilisées pour déterminer les volumes présents dans les gisements. De plus, elle est complexe du fait des modalités contractuelles qui déterminent la part des réserves revenant au Groupe.

Pour ces raisons, nous avons considéré l'estimation des réserves prouvées et des réserves probables comme un point clé de l'audit.

Les procédures réalisées ont consisté à :

- Prendre connaissance des procédures mises en place par le Groupe pour la détermination de ses réserves d'hydrocarbures ;
- Evaluer les qualifications des experts indépendants en charge de l'estimation et de la certification des réserves ;
- Analyser les variations des réserves par rapport à la clôture de l'exercice précédent, de manière à orienter nos travaux sur les principales variations de la période ;
- Rapprocher les productions réelles des périodes passées avec les productions attendues correspondantes ;
- Corroborer les hypothèses utilisées par les experts indépendants avec celles du Groupe pour déterminer les réserves prouvées et probables ; dans le cas des réserves de gaz, corroborer leur niveau de reconnaissance en fonction des contrats de commercialisation existants ;
- Apprécier si les estimations révisées des réserves ont été prises en compte de manière appropriée par le Groupe dans le cadre des tests de dépréciation ainsi que pour la comptabilisation des charges d'amortissement.

Etablissements Maurel & Prom S.A.
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles de production pétrolière et gazière	
Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2020, les immobilisations corporelles et incorporelles relatives à l'activité de production du Groupe s'élèvent à un montant de 939 MUSD. Ce montant représente 71% des actifs non courants du Groupe. Les dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles de l'activité de production au titre de 2020 se sont élevées à MUSD 448.</p> <p>Nous avons considéré que les dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles de l'activité de production étaient un point clé de l'audit en raison de leur importance significative dans les comptes du Groupe. De plus, la détermination de la valeur recouvrable de ces immobilisations, fondée sur la valeur de leurs flux de trésorerie futurs actualisés attendus, repose sur l'utilisation d'hypothèses, estimations et appréciations significatives de la Direction, comme indiqué dans la note 3.3 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>En particulier, un contexte durable de prix faible des hydrocarbures aurait une incidence négative sur les résultats du Groupe et, par voie de conséquence, pourrait impacter de manière significative la valeur recouvrable des actifs de l'activité production.</p> <p>Le Groupe considère qu'un permis ou en ensemble de permis d'une même zone géographique constitue généralement une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). Une UGT est un ensemble d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par les autres groupes d'actifs.</p> <p>Le Groupe réalise des tests de perte de valeur sur ces actifs lorsqu'un indicateur de perte de valeur a été identifié, dont les modalités sont décrites dans la Note 3.3 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Les principales hypothèses prises en considération par la Direction dans l'évaluation de la valeur recouvrable sont, telles que mentionnées dans la note 3.3.2 de l'annexe aux comptes consolidés, indiquées ci-dessous:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le prix futur des hydrocarbures • Les coûts opérationnels • Les estimations de réserves d'hydrocarbures • Les prévisions de volumes produits et commercialisés • Le taux d'actualisation après impôt 	<p>Nos travaux ont consisté pour les actifs concernés à revoir les indicateurs de perte de valeur identifiés par le management et, pour ceux faisant l'objet d'un test de dépréciation, à obtenir le modèle de détermination de la valeur d'utilité (flux de trésorerie futurs actualisés) et à analyser si, dans le cas où la valeur ainsi obtenue était inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation avait été constatée.</p> <p>Nous avons évalué la pertinence des hypothèses retenues par la direction et des données incluses dans les modèles d'évaluation en réalisant une analyse comparative des pratiques de l'industrie sur le prix des hydrocarbures (à court, moyen, et long terme) et des taux d'actualisation.</p> <p>De plus, nous avons analysé les données sous-jacentes aux flux de trésorerie futurs pris en compte pour la détermination de la valeur recouvrable des actifs compris dans les UGT testées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les profils de production retenus ont été rapprochés des réserves certifiées par des experts indépendants, • Les hypothèses de coûts opérationnels ont été corroborées aux niveaux des coûts actuels et budgétés issus des prévisions établies par la direction et présentées au Conseil d'Administration, • Nous avons évalué la cohérence des taux d'imposition retenus par rapport aux régimes fiscaux applicables ou aux contrats pétroliers en vigueur.

Etablissements Maurel & Prom S.A.
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport de gestion du groupe étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n°2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Etablissements Maurel & Prom S.A. par l'Assemblée Générale du 12 juin 2014 pour le cabinet KPMG et du 14 juin 2002 pour le cabinet International Audit Company.

Au 31 décembre 2020, le cabinet KPMG était dans sa 7ème année de sa mission et le cabinet International Audit Company, était dans la 19ème année de sa mission sans interruption.

Etablissements Maurel & Prom S.A.
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

Etablissements Maurel & Prom S.A.
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Etablissements Maurel & Prom S.A.
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 2 avril 2021
KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Paris, le 2 avril 2021
International Audit Company



François Quédiniac
Associé

Fabienne Hontarrede
Associée

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2020

État de la situation financière

Actif

<i>(en milliers de dollars)</i>	Notes	31.12.2020	31.12.2019
Immobilisations incorporelles (net)	3.3	116 972	223 228
Immobilisations corporelles (net)	3.3	842 819	1 446 082
Actifs financiers non courants (net)	4.2	8 825	6 441
Autres actifs non courants (net)	3.7	84 022	43 554
Titres mis en équivalence	2.4	268 422	295 268
Impôts différés actifs	6.1	6 065	11 588
ACTIF NON COURANT		1 327 126	2 026 161
Stocks (net)	3.4	16 476	13 991
Clients et comptes rattachés (net)	3.6	41 656	144 104
Autres actifs financiers courants	4.2	54 339	59 250
Autres actifs courants	3.7	43 768	48 118
Créances de position de sous-enlèvement	3.5	18 576	39 755
Créances d'impôts courants	6.1	614	680
Instruments financiers actif dérivés courant	5.4	—	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.3	168 213	231 043
ACTIF COURANT		343 642	536 942
Actifs destinés à vente, abandon activité		—	—
TOTAL ACTIF		1 670 768	2 563 103

Passif

<i>(en milliers de dollars)</i>	Notes	31/12/2020	31/12/2019
Capital social		193 831	193 345
Primes d'émission, de fusion et d'apport		42 112	42 753
Réserves consolidées		933 258	891 989
Actions propres		(40 564)	(40 772)
Résultat net part du Groupe		(588 977)	37 383
CAPITAUX PROPRES GROUPE		539 660	1 124 699
Participations ne donnant pas le contrôle		13 056	17 117
CAPITAUX PROPRES TOTAUX		552 716	1 141 816
Provisions non courantes	3.10	87 828	85 597
Prêts actionnaire	4.4	85 500	94 118
Autres emprunts et dettes financières non courants	4.4	447 690	448 519
Impôts différés passifs	6.1	195 076	398 330
PASSIF NON COURANT		816 094	1 026 564
Prêts actionnaire	4.4	12 500	5 882
Autres emprunts et dettes financières courants	4.4	76 784	153 036
Fournisseurs et comptes rattachés	3.8	43 819	75 656
Passifs d'impôts courants	6.1	9 580	12 489
Dettes de position de sur-enlèvement	3.5	1 035	1 296
Autres passifs courants	3.9	127 339	125 746
Instruments financiers passif dérivés courant	4.4	3 161	3 304
Provisions courantes	3.10	27 740	17 313
PASSIF COURANT		301 958	394 723
Passifs destinés à vente, abandon activité		—	—
TOTAL PASSIF		1 670 768	2 563 103

État consolidé du résultat global

Résultat Net de la période

<i>(en milliers de dollars)</i>	Notes	31/12/2020	31/12/2019
Chiffre d'affaires		329 749	503 628
Autres produits de l'activité		6 448	9 093
Variation de position de sur/sous-enlèvement		(26 534)	33 677
Autres charges d'exploitation		(214 648)	(260 261)
Excédent brut d'exploitation	3.1	95 016	286 136
Dotations aux amortissements & provisions liées aux activités de production net des reprises		(109 358)	(160 737)
Dotations aux amortissements & provisions liées aux activités de forage net des reprises		(5 119)	(2 744)
Résultat opérationnel courant		(19 461)	122 655
Provisions et dépréciations d'actifs de production et de forage (impairment)		(477 361)	—
Charges et dépréciations d'actifs d'exploration net des reprises		(30 652)	(48 349)
Autres produits et charges non courants		(2 984)	132
Résultat de sortie d'actifs		(3 046)	(4 574)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	3.1	(533 505)	69 863
- Coût de l'endettement financier brut		(15 808)	(30 291)
- Produits de trésorerie		1 808	4 560
- Produits et charges liées aux Instruments financiers dérivés de taux d'intérêts		(2 385)	(667)
Coût de l'endettement financier net		(16 384)	(26 398)
Écarts de change nets		5 928	(3 663)
Autres produits et charges financiers		(850)	(1 055)
Résultat financier	4.1	(11 306)	(31 116)
Impôts sur les résultats	6.1	(29 490)	(62 357)
Résultat net des sociétés consolidées		(574 300)	(23 609)
Quote-part des sociétés mises en équivalence	2.4	(17 570)	58 750
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		(591 870)	35 141
Dont : - Résultat net part Groupe		(588 977)	37 383
- Participations ne donnant pas le contrôle		(2 894)	(2 242)

Résultat Global de la période

<i>(en milliers de dollars)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Résultat net de la période	(591 870)	35 141
Écarts de change sur la conversion des comptes des entités étrangères	1 127	(870)
Variation de juste valeur des placements en instruments de couverture	146	(4 939)
TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL POUR LA PÉRIODE	(590 597)	29 332
- Part du Groupe	(586 536)	30 814
- Participations ne donnant pas le contrôle	(4 061)	(1 482)

Variation des capitaux propres

<i>(en milliers de dollars)</i>	Capital	Actions propres	Primes	Autres réserves	Écart de conversion	Résultat de l'exercice	Capitaux propres part du Groupe	Participation ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
1^{er} janvier 2019	193 345	(41 453)	44 836	863 830	(10 706)	58 066	1 107 918	2 425	1 110 343
Résultat net						37 383	37 383	(2 242)	35 141
Juste valeur des instruments de couverture				(4 939)			(4 939)		(4 939)
Autres éléments du résultat global					(1 631)		(1 631)	761	(870)
TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL	—	—	—	(4 939)	(1 631)	37 383	30 814	(1 482)	29 332
Affectation du résultat - Dividendes				49 269		(58 066)	(8 797)		(8 797)
Variation de périmètre Eland				(4 926)			(4 926)	—	(4 926)
Actions gratuites				1 092			1 092		1 092
Mouvements sur actions propres		682	(2 083)				(1 401)		(1 401)
TOTAL TRANSACTIONS AVEC LES ACTIONNAIRES	—	682	(2 083)	45 435	—	(58 066)	(14 033)	16 174	2 141
31 décembre 2019	193 345	(40 772)	42 753	904 326	(12 337)	37 383	1 124 699	17 117	1 141 816
1^{er} janvier 2020	193 345	(40 772)	42 753	904 326	(12 337)	37 383	1 124 699	17 117	1 141 816
Résultat net						(588 977)	(588 977)	(2 894)	(591 870)
Juste valeur des instruments de				146			146		146
Autres éléments du résultat global				1 716	578		2 295	(1 168)	1 127
TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL	—	—	—	1 862	578	(588 977)	(586 536)	(4 061)	(590 597)
Affectation du résultat - Dividendes				37 383		(37 383)	—		—
Actions gratuites	486			1 445			1 931		1 931
Mouvements sur actions propres		207	(641)				(434)		(434)
TOTAL TRANSACTIONS AVEC LES ACTIONNAIRES	486	207	(641)	38 828	—	(37 383)	1 497	—	1 497
31 décembre 2020	193 831	(40 564)	42 112	945 016	(11 759)	(588 977)	539 660	13 056	552 716

Tableau de flux de trésorerie

<i>(en milliers de dollars)</i>	Notes	31/12/2020	31/12/2019
Résultat net		(591 870)	35 141
Charge d'impôt des activités poursuivies		29 490	62 357
Résultat consolidé avant impôts		(562 380)	97 497
Dotations (reprises) nettes amortissements et provisions	3.3 & 3.4 & 3.6 & 3.10	593 356	176 275
Exploration passée en charge	3.3	30 652	48 349
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	2.4	17 570	(58 750)
Autres charges et produits calculés sur actions gratuites		1 204	1 092
Plus et moins-values de cession		3 046	4 574
Profits et pertes de dilution		—	—
Autres éléments financiers		7 638	29 148
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT IMPÔT		91 085	298 185
Impôts payés		(35 337)	(34 815)
Variation du BFR net lié à l'activité		52 930	(101 547)
- Stocks	3.4	(3 549)	730
- Clients	3.6	98 646	(51 105)
- Fournisseurs	3.8	(32 001)	16 086
- Position de sur/sous-enlèvement	3.5	20 918	(51 712)
- Autres débiteurs	3.7 & 4.2	(25 473)	(7 214)
- Autres créditeurs	3.9	(5 612)	(8 333)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES OPÉRATIONS		108 678	161 824
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		—	—
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3.3	(93 158)	(182 530)
Acquisitions d'immobilisation payées en instruments de capitaux propres		—	—
Encaissements dividendes sur sociétés mises en équivalence	2.4	12 040	12 012
Variation des dépôts		2 362	(1 386)
Acquisition de sociétés mises en équivalence		—	—
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX INVESTISSEMENTS		(78 756)	(171 904)
Acquisition /cession d'actions propres		1 497	(3 936)
Dividendes mis en paiement		—	(8 797)
Remboursements d'emprunts	4.4	(77 135)	(308)
Paiement au titre des coûts d'émission d'emprunt		(3 752)	—
Intérêts payés sur financement	4.4	(16 248)	(28 301)
Intérêts encaissés sur placement	4.1	1 808	4 560
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AU FINANCEMENT		(93 829)	(36 782)
Incidence des variations des cours des devises		1 202	(1 981)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE *		(62 705)	(48 843)
TRÉSORERIE * À L'OUVERTURE		230 914	279 757
TRÉSORERIE * À LA CLÔTURE		168 209	230 914

* Les concours bancaires sont inclus dans la trésorerie.

Annexes aux comptes consolidés

Note 1 GÉNÉRALITÉS

Établissements Maurel & Prom S.A. ("La Société") est domiciliée en France. Le siège social de la Société est sis 51 rue d'Anjou, 75008 Paris. Les états financiers consolidés de la Société comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble désigné comme "le Groupe" et chacune individuellement comme "les entités du Groupe") et la quote-part du Groupe dans ses coentreprises. Le Groupe, coté sur Euronext Paris, agit principalement comme un opérateur spécialisé dans l'exploration et la production d'hydrocarbures (huile et gaz).

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2020 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 9 mars 2021. Ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 18 mai 2021.

Les états financiers sont présentés en US Dollars (\$).

Les montants sont arrondis au millier de dollars le plus proche, sauf indication contraire.

Note 1.1 Faits marquants

Les marchés pétroliers ont été fortement perturbés au premier semestre 2020 par le fort ralentissement de l'activité économique occasionné par l'épidémie de COVID-19 et la décision prise par l'Arabie Saoudite d'augmenter la production en mars 2020 alors même que la demande baissait, ce qui a déclenché une chute des prix du pétrole, le Brent passant brièvement sous les 20 \$/b en mars. Les cours sont remontés progressivement sur le second trimestre et se sont stabilisés à un niveau légèrement au-dessus de 42 \$/b depuis la mi-juin, suite notamment à la mise en application par l'OPEP de quotas de production. Le cours moyen annuel du brut ressort à \$40 en 2020 contre \$67 l'année précédente soit une baisse de -40%.

Cette crise, de durée inconnue, affecte tous les aspects de la vie et des activités des entreprises et pourrait avoir des répercussions sur l'ensemble de la chaîne de valeur du Groupe et sur la disponibilité de ses ressources.

Face à ces événements inédits et sans précédents, le Groupe a réagi rapidement en prenant les mesures propres à préserver la sécurité de l'ensemble des salariés du Groupe tout en assurant la continuité des opérations en cours.

Par ailleurs, la direction générale a mis en œuvre, dès le mois de mars, un plan de réduction des investissements (60% de réduction sur les investissements de développement prévus au budget 2020) et des dépenses opérationnelles (avec un objectif de 25 M\$ d'économies minimum en année pleine) visant à préserver la trésorerie du Groupe tout en maintenant sa capacité à redémarrer les opérations rapidement dès que la situation le permettra.

Cette clôture annuel 2020 s'inscrit dans le prolongement de l'arrêté semestriel, et ont intégré d'importants travaux sur la revue des actifs, des risques et de la capacité du Groupe à faire face à ses engagements financiers. Les dépréciations comptabilisées sur la période, présentées dans les notes 1.1.3 et 3.3. auront pour effet d'alléger les dotations aux amortissements des années futures et donc d'améliorer la performance financière, toutes choses étant égales par ailleurs.

1.1.1 Résilience des opérations

Grâce à la capacité génératrice de cash-flow des actifs dans un environnement de prix bas, un respect des covenants et aux actions entreprises par la Société, la continuité d'exploitation du Groupe n'est pas remise en question au 31 décembre 2020.

Le fait que le Groupe opère ses actifs principaux permet un contrôle et une flexibilité importante sur les programmes de développement et les initiatives de réduction des coûts.

Au Gabon, la décision de suspension des activités de forage de développement prise en mars 2020 a été immédiatement suivie d'effets ; l'appareil de forage a été démobilisé et stocké sur site et les sous-traitants ont interrompu leurs prestations.

L'activité en Tanzanie constitue une source récurrente de cash non exposée au cours du baril.

La trésorerie du Groupe se maintient à 168 M\$ au 31 décembre 2020. Le Groupe confirme sa capacité à honorer ses engagements sur les 12 prochains mois.

Le 16 mars 2020, le Groupe a obtenu le rééchelonnement de ses deux emprunts :

- l'emprunt à terme de 600 M\$ auprès d'un syndicat de banques (le « Prêt à Terme »)
- et l'emprunt de 200 M\$ (dont 100 M\$ tirés et 100 M\$ non tirés) auprès de l'actionnaire majoritaire de M&P, PT Pertamina International Eksplorasi Dan Produksi (« PIEP ») (le « Prêt d'Actionnaire »)

Aux termes des avenants signés, le montant des échéances à rembourser en 2020 et 2021 est divisé par deux. Ce nouveau profil de remboursement permet d'améliorer la liquidité en réduisant la part à court terme des emprunts.

Enfin, M&P peut également débloquer sur simple demande des liquidités supplémentaires grâce à la tranche non utilisée de 100 M\$ du Prêt d'Actionnaire.

1.1.2 Charges liées à la crise sanitaire

Pour faire face à la crise sanitaire, le Groupe a renforcé les mesures de protection du personnel.

Sur l'ensemble des sites, un ensemble complet de mesures sanitaires a été rapidement instauré. Le travail à domicile a été privilégié dans la mesure du possible et des mesures de distanciation et d'accompagnement ont été proposées aux salariés ne pouvant faire du télétravail.

Le coût de ces mesures, qui s'élève à 2,6M\$, est inclus dans les charges opérationnelles présentées dans ces états financiers sans retraitement particulier.

1.1.3 Dépréciations des actifs

Des indices de pertes de valeur ayant été constatés dans le contexte de la pandémie de COVID-19, le groupe a réalisé des tests de dépréciation au 30 juin 2020 : une dépréciation des actifs de production gabonais, angolais et français a ainsi été comptabilisée pour 453 M\$ net d'impôts différés.

Au 31 décembre 2020, les hypothèses mises à jour n'ont pas conduit à une révision significative des dépréciations d'actifs de production. Seules des charges complémentaires de dépréciation ont été reconnues sur les actifs de production angolais et français pour 10 M\$ correspondant essentiellement aux investissements complémentaires incrémentaux de la période.

Les principales hypothèses utilisées au 31 décembre 2020 sont les suivantes :

- un prix du Brent en moyenne de 45 \$/b en 2021, 55\$/bbl en 2022, 54\$/bbl en 2023, puis un prix long terme en monnaie constante de 60\$/bbl,
- un profil de développement et production ajusté selon les rapports de réserves certifiées,
- un taux d'actualisation individualisé par pays, sans évolution significative par rapport au 1er semestre.

S'agissant de l'activité de forage, étant donné l'arrêt des contrats de mise à disposition et l'absence de carnet de commande, il n'a été maintenu de valeur recouvrable que pour les deux appareils de forage ayant fait l'objet de travaux de remise en état récents et pouvant faire l'objet d'offres commerciales aux clients dans le contexte pétrolier actuel.

En conséquence sur l'année 2020, le Groupe a enregistré une charge de dépréciation des actifs corporels et incorporels de 476 M\$ net d'impôt différé, se décomposant comme suit :

<i>En Millions \$</i>	<i>31/12/2020</i>		
<i>Actif</i>	<i>Immobilisations</i>	<i>Impôts différés</i>	<i>Net</i>
Ezanga	583	(192)	391
Angola	48		48
Autres	37		37

La sensibilité du test de dépréciation sur le principal permis opéré du Groupe (Ezanga) est présentée ci-dessous :

<i>En Millions \$</i>	<i>Brent/bbl</i>		
<i>Production</i>	<i>-10\$/bbl</i>	<i>Cas de base</i>	<i>+10\$/bbl</i>
Production -5%	(342)	(44)	238
Production projetée	(312)	0	295
Production +5%	(382)	43	352

<i>WACC</i>	<i>-10\$/bbl</i>	<i>Cas de base</i>	<i>+10\$/bbl</i>
taux d'actualisation -1pt	(342)	(47)	230
taux d'actualisation 11%	(312)	0	295
taux d'actualisation +1pt	(277)	54	369

Par ailleurs, l'actif gazier en Tanzanie, bénéficiant d'un mécanisme de prix de vente décorrélé du cours des hydrocarbures, n'a pas été considéré comme un actif sensible dans le cadre de cette clôture.

S'agissant des sociétés mises en équivalence, Seplat, société cotée à Londres et Lagos, dans laquelle le Groupe détient une participation de 20,46%, est exposée aux mêmes circonstances exceptionnelles et a vu son cours de bourse baisser de plus de 50% en mars 2020. Seplat a ainsi reconnu dans ses comptes annuels une dépréciation des actifs corporels et incorporels de 114M\$. L'analyse multicritères menée issue d'indicateurs de marché a permis de déterminer une valeur recouvrable pour la quote-part revenant à M&P supérieure à la valeur nette comptable de la participation mise en équivalence.

Concernant l'actif vénézuélien, le Groupe a obtenu en décembre 2020 une prolongation de 2026 à 2040 du permis d'exploitation permettant de maintenir la valeur comptable des titres mis en équivalence (et justifiant la reprise de la charge de dépréciation de 10M\$ comptabilisée sur le 1er semestre).

Note 1.2 Base de préparation

Cadre normatif

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les comptes consolidés du groupe Maurel & Prom au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables au 31 décembre 2020 telles qu'approuvées par l'Union Européenne et publiées par l'IASB et disponibles sur le site <http://ec.europa.eu/finance/accounting/ias/index-fr.htm>.

Les principes et méthodes comptables appliqués pour les comptes consolidés au 31 décembre 2020 sont identiques à ceux utilisés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2019, à l'exception des normes, amendements et interprétations IFRS tels qu'adoptés par l'Union Européenne et l'IASB, d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020 (et qui n'avaient pas été appliqués par anticipation par le Groupe), à savoir :

Amendements IFRS 7, IAS 39 et IFRS 9 "Réforme des taux d'intérêt de référence"

Amendements IFRS 16 "Allègements de loyer liés à la COVID-19"

Amendements IAS 1 et IAS 8 "Modification de la définition du terme "significatif"

Amendement IFRS 3 "Définition d'une entreprise"

L'application des amendements et autres interprétations n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes au 31 décembre 2020.

Continuité d'exploitation

Lors de la préparation des états financiers, le Groupe a évalué sa capacité à poursuivre son exploitation et des informations complémentaires ont été fournies à ce sujet dans la note 1.1.1.

Recours aux jugements et estimations

L'établissement des états financiers consolidés selon les normes IFRS implique que le Groupe effectue des choix comptables, procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui affectent le montant des actifs et passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d'arrêt, ainsi que les produits et charges enregistrés sur la période. Des changements de faits et circonstances peuvent amener le Groupe à revoir ces estimations.

Les résultats obtenus peuvent différer significativement de ces estimations lorsque des circonstances ou hypothèses différentes s'appliquent.

Par ailleurs, lorsqu'une transaction spécifique n'est traitée par aucune norme ou interprétation, la direction du Groupe applique son jugement à la définition et à l'application de méthodes comptables qui permettent de fournir une information pertinente et fiable. Les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière, de la performance et des flux de trésorerie du Groupe. Ils reflètent la substance des transactions, sont préparés de manière prudente et sont complets sous tous leurs aspects significatifs.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur :

- les tests de dépréciation des actifs pétroliers ;
- la comptabilisation des portages pétroliers ;
- les provisions pour remise en état des sites ;
- l'évaluation des titres mis en équivalence et des actifs sous-jacents ;
- le traitement comptable des instruments financiers dérivés souscrits par le Groupe;
- les positions de sur-ou sous-enlèvement
- la reconnaissance des impôts différés actifs ;
- les estimations des réserves prouvées et probables.

Note 2 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Note 2.1 Méthodes de consolidation

Consolidation

Les entreprises sans activités contrôlées par les Établissements Maurel & Prom SA sont consolidées par intégration globale.

Le Groupe contrôle une filiale lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les soldes, les transactions, les produits et les charges intragroupe sont éliminés en consolidation.

Mise en équivalence

Les coentreprises et entreprises associées sont consolidées par mise en équivalence.

Les coentreprises sont des partenariats conférant au Groupe le contrôle conjoint, selon lequel il a des droits sur les actifs nets des partenariats et non des droits sur ses actifs et des obligations à assumer au titre de leurs passifs.

Les entités associées sont les entités dans lesquelles le Groupe a une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle ou le contrôle conjoint. L'influence notable est présumée quand le pourcentage des droits de vote est supérieur ou égal à 20 %, sauf si l'absence de participation à la gestion de la société démontre l'absence d'influence notable. Quand le pourcentage est inférieur, la consolidation par mise en équivalence s'applique dans les cas où l'influence notable peut être démontrée.

Les gains découlant des transactions avec les entités mises en équivalence sont éliminés par la contrepartie des titres mis en équivalence à concurrence des parts d'intérêt du Groupe dans l'entreprise. Les pertes sont éliminées de la même façon que les gains, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

Lorsque les critères de perte de valeur tels que définis par IAS 39 "Instruments financiers - comptabilisation et évaluation" indiquent que des titres mis en équivalence ont pu perdre de la valeur, le montant de cette perte est déterminé selon les règles définies par IAS 36 "dépréciation d'actifs".

Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à norme IFRS 3 – Regroupements d'entreprises, selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la prise de contrôle d'une entreprise, les actifs et passifs de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur (sauf exceptions) conformément aux prescriptions des IFRS.

Le Groupe évalue le goodwill à la date d'acquisition comme :

- la juste valeur de la contrepartie transférée ; plus
- le montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise ; plus
- si le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise ; moins
- le montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

Quand la différence est négative, un profit au titre de l'acquisition à des conditions avantageuses doit être comptabilisé directement en résultat opérationnel.

Les coûts liés à l'acquisition, autres que ceux liés à l'émission d'une dette ou de titres de capital, que le Groupe supporte du fait d'un regroupement d'entreprises, sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

La détermination du goodwill est finalisée dans un délai d'un an à compter de la date d'acquisition.

Ces goodwill ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de dépréciation systématiques à chaque clôture ainsi qu'en cas d'indice de perte de valeur ; les éventuelles pertes de valeur constatées sur les goodwill ont un caractère irréversible.

Les modifications du pourcentage de détention du Groupe dans une filiale n'entraînant pas de perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Les goodwill relatifs aux sociétés mises en équivalence sont comptabilisés en titres mis en équivalence.

Conversion en devises

Les états financiers consolidés sont présentés en US Dollar qui est la monnaie de présentation du Groupe.

La devise fonctionnelle des principales filiales opérationnelles est l'US Dollar.

Les comptes des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar sont convertis selon la méthode du cours de clôture. Les éléments d'actifs et de passifs, y compris les goodwill sur les filiales étrangères, sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au taux moyen de la période. Les écarts de conversion sont constatés en autres éléments du résultat global, au bilan dans les capitaux propres au poste « écarts de conversion » et pour la part des minoritaires au poste « participations ne donnant pas le contrôle ». Les écarts de conversion afférents à un investissement net dans une activité à l'étranger sont imputés directement en autres éléments du résultat global.

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur dans la devise fonctionnelle de l'entité concernée à la date de l'opération. Les actifs et passifs monétaires en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur dans la devise fonctionnelle de l'entité concernée au cours de clôture. Les différences résultant de la conversion en devises à ce dernier cours sont portées au compte de résultat en autres produits financiers ou autres charges financières.

Lorsque le règlement d'un élément monétaire qui est une créance à recevoir ou une dette payable à une activité à l'étranger, n'est ni planifié, ni probable dans un avenir prévisible, les gains et pertes de change en résultant sont considérés comme faisant partie de l'investissement net dans une activité à l'étranger et sont comptabilisés en autres éléments du résultat global et sont présentés en réserve de conversion.

Le Groupe applique la comptabilité de couverture aux écarts de change survenant entre la monnaie fonctionnelle de l'activité à l'étranger et la monnaie fonctionnelle de la holding, en cas de différence de monnaie fonctionnelle.

Les écarts de change résultant de la conversion d'un passif financier désigné comme couverture d'un investissement net d'une activité à l'étranger sont comptabilisés en autres éléments du résultat global pour la partie efficace de la couverture et accumulés en réserve de conversion. Tout écart se rapportant à la partie inefficace de la couverture est comptabilisé en résultat net. Lorsque l'investissement net couvert est cédé, le montant des écarts comptabilisés en réserve de conversion qui s'y rapporte est reclassé en résultat au niveau du résultat de cession.

Note 2.2 Informations relatives au périmètre de consolidation et aux titres de participations non consolidés

En application de la recommandation ANC 2017-01 du 2 décembre 2017, la liste exhaustive des entités du Groupe est présentée dans le document de référence de l'exercice au chapitre 7.

Note 2.3 Liste des entités consolidées

Le périmètre de consolidation sur l'exercice 2020 concerne principalement les sociétés suivantes :

Les sociétés consolidées sont les suivantes :

Société	Siège	Méthode de consolidation (a)	% de contrôle	
			31/12/2020	31/12/2019
Etablissements Maurel & Prom S.A.	Paris	Mère	Société consolidante	
Maurel & Prom Assistance Technique International S.A.	Genève, Suisse	IG	100,00%	100,00%
Caroil S.A.S	Paris, France	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Drilling Services	Amsterdam, Pays Bas	IG	Liquidée	100,00%
Maurel & Prom Exploration et Production BRM S.A.S.	Paris, France	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Exploration Production Tanzania Ltd	Dar es Salaam, Tanzanie	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Gabon S.A.	Port-Gentil, Gabon	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Mnazi Bay Holdings S.A.S.	Paris, France	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Namibia S.A.S.	Paris, France	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Amérique Latine	Paris, France	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom West Africa S.A.	Bruxelles,	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Italia Srl	Raguse, Sicile	IG	100,00%	100,00%
Cyprus Mnazi Bay Limited	Nicosie, Chypre	IG	60,08%	60,08%
Maurel & Prom Colombia BV	Rotterdam, Pays	MEE	50,001 %	50,001 %
Seplat	Lagos, Nigéria	MEE	20,46%	20,46%
Deep Well Oil & Gas, Inc	Edmonton,	MEE	19,57%	19,57%
Maurel & Prom East Asia S.A.S.	Paris, France	IG	déconso	100,00%
MP Energy West Canada Corp.	Calgary, Canada	IG	100,00%	100,00%
MP West Canada S.A.S.	Paris, France	IG	100,00%	100,00%
Saint-Aubin Energie Québec Inc	Montréal, Canada	IG	100,00%	100,00%
Saint-Aubin Exploration & Production	Montréal, Canada	IG	Liquidée	100,00%
Maurel & Prom Angola S.A.S.	Paris, France	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Exploration Production	Paris, France	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Venezuela S.L.	Madrid, Espagne	IG	80,00%	80,00%
M&P Servicios Integradados UW S.A.	Caracas,	IG	80,00%	80,00%
Petroregional Del Lago (PRDL)	Caracas, Venezuela	MEE	40,00%	40,00%
Caroil Assistance Technique International S.A.	Genève, Suisse	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Trading S.A.	Paris, France	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Services S.A.S.	Paris, France	IG	100,00%	100,00%

(a) IG : intégration globale. MEE : mise en équivalence.

Note 2.4 Titres mis en équivalence

La contribution des sociétés mises en équivalence aux résultats du Groupe s'établit à -18 M\$.

(en milliers de dollars)	Maurel & Prom Colombia BV	Seplat	Deep Well Oil	Petroregional del Lago	Total
Titres MEE au 31/12/2019	(1 684)	214 801	44	82 108	295 268
Résultat	(1 167)	(16 402)	—	—	(17 570)
Mouvement en OCI		(88)			(88)
Reclassement (d)	2 852				2 852
Dividendes		(12 040)			(12 040)
TITRES MEE AU 31/12/2020	—	186 271	44	82 108	268 422

Les données ci-dessous sont présentées telles que publiées dans les états financiers des coentreprises et entreprises associées (à 100 % et non en quote-part) au 31 décembre 2020, après le cas échéant, conversion en US dollar, ajustements à la juste valeur et retraitements d'homogénéisation des méthodes comptables.

(en milliers de dollars)	Seplat
Localisation	Nigeria
	Entreprise associée
Activité	Production
% détention	20,46%
Total actif non courant	2 851 803
Autres actifs courants	339 052
Trésorerie et équivalents de trésorerie	258 719
TOTAL ACTIF	3 449 574
Total passif non courant	1 304 267
Total passif courant	481 261
TOTAL PASSIF (HORS CAPITAUX PROPRES)	1 785 528
Rapprochement avec les valeurs au bilan	
TOTAL CAPITAUX PROPRES OU ACTIF NET	1 664 046
Quote-part détenue	340 475
Ajustement à la juste valeur IFRS 3 (a)	(162 954)
Valorisation des actions diluées (b)	8 749
VALEUR AU BILAN AU 31/12/2020	186 270
Chiffre d'affaires	566 220
Résultat opérationnel	104 335
Impairment	(114 402)
Résultat financier	(71 812)
Résultat des JV et déconsolidation	1 670
impôts sociétés	(5 113)
RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS MEE	(85 322)
Quote-part détenue	(17 457)
Retraitements d'homogénéisation (c)	1 055
VALEUR AU P&L AU 31/12/2020	(16 402)

(a) Il s'agit de l'ajustement de juste valeur selon IFRS 3 (intégration à la valeur de bourse) constaté en 2015 dans le cadre de la fusion avec MPI.

(b) Seplat a émis 25 millions d'actions gratuites, générant une dilution de la part M&P de 0,9 % s'appliquant aux capitaux propres détenus diminué de l'ajustement de juste valeur IFRS 3 de 2016. Cet effet de réduction des capitaux propres est de 6,5 M\$. Dans le même temps les actions diluées se valorisent au prix de marché de 8,7 M\$. En net, il ressort un profit de dilution de la quote-part des capitaux propres en "autre produit de l'activité" pour 2 M\$.

(c) Il s'agit de la reconnaissance par résultat de paiements en action.

(d) La quote-part de situation nette négative est reclassé en autres provisions

Les informations comparatives 2019 sont rappelées ici :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Seplat Nigeria
Localisation	Entreprise associée
Activité	Production
% détention	20,46 %
Total actif non courant	2 335 979
Autres actifs courants	600 412
Trésorerie et équivalents de trésorerie	333 028
TOTAL ACTIF	3 269 419
Total passif non courant	850 539
Total passif courant	615 394
TOTAL PASSIF (HORS CAPITAUX PROPRES)	1 465 933
Rapprochement avec les valeurs au bilan	
TOTAL CAPITAUX PROPRES OU ACTIF NET	1 803 486
Quote-part détenue	369 006
Ajustement à la juste valeur IFRS 3 ^(a)	(162 954)
Valorisation des actions diluées ^(b)	8 749
VALEUR AU BILAN AU 31/12/2019	214 801
Chiffre d'affaires	697 777
Résultat opérationnel	306 416
Gain/Perte de change	—
Perte sur dérivés sur hydrocarbures	5 559
Résultat financier	(20 068)
Résultat des JV et déconsolidation	14 226
Impôts sociétés	(29 125)
RÉSULTAT NET DE LA SOCIÉTÉ MEE	277 008
Quote-part détenue	56 678
Retraitements d'homogénéisation ^(c)	3 238
VALEUR AU P&L AU 31/12/2019	59 916

(a) Il s'agit de l'ajustement de juste valeur selon IFRS 3 (intégration à la valeur de bourse) constaté en 2015 dans le cadre de la fusion avec MPI.

(b) Seplat a émis 25 millions d'actions gratuites, générant une dilution de la part M&P de 0,9 % s'appliquant aux capitaux propres détenus diminué de l'ajustement de juste valeur IFRS 3 de 2016. Cet effet de réduction des capitaux propres est de 6,5 M\$. Dans le même temps les actions diluées se valorisent au prix de marché de 8,7 M\$. En net, il ressort un profit de dilution de la quote-part des capitaux propres en "autre produit de l'activité" pour 2 M\$.

(c) Il s'agit de la reconnaissance par résultat de paiements en action.

Note 3 OPÉRATIONS

Note 3.1 Information sectorielle

Conformément à IFRS 8, l'information sectorielle est présentée selon des principes identiques à ceux du reporting interne utilisé par la direction générale et reproduit l'information sectorielle interne définie pour gérer et mesurer les performances du Groupe.

Les activités de Maurel & Prom sont divisées en trois secteurs : production, exploration et forage. L'information géographique n'est pertinente qu'au niveau des actifs et est présentée dans les notes relatives aux immobilisations. Les autres activités recouvrent principalement les activités fonctionnelles et financières des holdings ainsi que l'activité de trading. Le résultat opérationnel et les actifs sont répartis entre chaque secteur à partir des comptes contributifs des entités qui incluent les retraitements de consolidation.

<i>(en milliers de dollars)</i>	Production	Exploration	Forage	Autres	31/12/2020	Courant périmètre constant	Exploration et autres éléments non- récurrents
Chiffre d'affaires	323 449	239	6 060	—	329 749	329 749	
Produits & charges d'exploitation	(227 679)	(8 126)	(12 518)	13 590	(234 733)	(234 733)	
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	95 770	(7 886)	(6 458)	13 590	95 016	95 016	—
Dotations aux amortissements, dépréciation & provisions des actifs en production et de forage	(104 895)	—	(5 119)	(4 463)	(114 477)	(114 477)	
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	(9 125)	(7 886)	(11 577)	9 127	(19 461)	(19 461)	—
Provisions et Dépréciations d'actifs de production et de forage (impairment)	(439 414)	(29 613)	(8 333)	—	(477 361)		(477 361)
Charges et dépréciations d'actifs d'exploration net des reprises	—	(31 172)	—	520	(30 652)		(30 652)
Autres charges non-récurrentes	(518)	(340)	(841)	(1 285)	(2 984)		(2 984)
Résultat de sortie d'actifs	—	—	—	(3 046)	(3 046)		(3 046)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	(449 058)	(69 012)	(20 751)	5 316	(533 505)	(19 461)	(514 043)
Provisions et Dépréciations d'actifs (impairment) des sociétés mises en équivalence	(23 407)	—			(23 407)		(23 407)
Quote-part du résultat courant des sociétés mises en équivalence	7 005	(1 167)			5 838	5 838	
QUOTE-PART DES SOCIÉTÉS MEE	(16 402)	(1 167)	—	—	(17 570)	5 838	(23 407)
résultat financier	(53 014)	(8 690)	(210)	50 609	(11 306)	(11 306)	
Impôts sur les résultats	(29 326)	—	1 144	(1 308)	(29 490)	(29 490)	
Résultat net	(547 801)	(78 870)	(19 817)	54 617	(591 870)	(54 419)	(537 451)
Investissements incorporels	6 948	40 321	—	(4)	47 265		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (NET)	112 142	4 741	13	76	116 972		
Investissements corporels	38 972	4 152	863	1 905	45 893		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (NET)	826 904	—	13 188	2 728	842 819		

En raison des sanctions internationales à l'encontre de la société d'Etat PDVSA, les seules opérations menées localement par la filiale vénézuélienne du Groupe, M&P Servicios Integrados U.W., se limitent strictement à des opérations de maintenance sécuritaire des actifs, de sécurité du personnel et de protection de l'environnement. Dans ce contexte, et en dépit d'un actif restant en production et conservant son potentiel, la performance de PRDL n'est pas reconnue en quote part de résultat des sociétés MEE.

Les informations comparatives 2019 sont rappelées ici :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Production	Exploration	Forage	Autres	31/12/2019
Chiffre d'affaires	484 903	—	11 584	7 141	503 628
Produits & charges d'exploitation	(161 933)	(3 761)	(27 526)	(24 271)	(217 491)
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	322 970	(3 761)	(15 942)	(17 130)	286 136
Dotations aux amortissements, dépréciation & provisions des actifs en production et de forage	(158 826)	(1 830)	(2 744)	(81)	(163 482)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	164 143	(5 591)	(18 687)	(17 211)	122 655
Charges et dépréciations d'actifs d'exploration net des reprises	(9 036)	(39 314)	—	—	(48 349)
Autres charges non-récurrentes	15	(45)	162	—	132
Résultat de sortie d'actifs	(4 574)	—	—	—	(4 574)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL QUOTE-PART DES SOCIÉTÉS	150 548	(44 950)	(18 525)	(17 211)	69 863
Investissements incorporels	42 877	34 586	—	117	77 580
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (NET)	214 922	8 146	16	144	223 228
Investissements corporels	83 356	8 519	6 811	6 264	104 950
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (NET)	1 404 132	11 421	25 152	5 376	1 446 082

Note 3.2 Résultat opérationnel

Note 3.2.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires concernant l'huile, correspondant à la vente de la production sur les gisements opérés par la Société, est déterminé sur la base des ventes, c'est-à-dire des enlèvements d'huile. Le Groupe constate désormais le décalage entre les enlèvements et le droit théorique au sein du coût des ventes par le biais de la reconnaissance d'une position de sur-ou sous-enlèvement, valorisée à la clôture au prix de marché, et comptabilisée en actifs courants (créance de position de sous-enlèvement) ou passifs courants (dette de position de sur-enlèvement). Le prix de marché est déterminé selon les indices PCO Rabi light pour la zone gabonaise ou Palanca Blend pour la zone angolaise, qui servent de référence lors du dénouement physique de ces positions d'enlèvements.

Le chiffre d'affaires concernant le gaz, est reconnu au point de raccordement des installations des clients.

Le chiffre d'affaires des prestations de forage est constaté selon l'avancement de la prestation de forage, avancement mesuré selon la profondeur de forage et le temps de mobilisation passé.

	12 mois 2020	12 mois 2019	Var. 20/19
Production en part M&P			
Gabon (huile) (b/j)	16 896	19 828	-15 %
Angola (huile) (b/j)	3 933 ^(a)	1 879	109 %
Tanzanie (gaz) (Mpc/j)	31,5	33,8	-7 %
TOTAL (BEP/J)	26 076	27 340	-5 %
Prix de vente moyen			
Huile (\$/b)	40,1	67,2	-40 %
Gaz (\$/BTU)	3,32	3,26	2 %
Chiffre d'affaires			
Gabon (M\$)	242	454	-47 %
Angola (M\$)	40	31	30 %
Tanzanie (M\$)	43	34	26 %
PRODUCTION VALORISÉE (M\$)	324	519	-37 %
Activité de forage (M\$)	6	12	-50 %
Marketing d'huile tierces parties ^(a) (M\$)	—	7	-100 %
Retraitement des décalages d'enlèvements (M\$)	(1)	(34)	-97 %
Chiffre d'affaires consolidé (M\$)	330	504	-35 %

(a) M&P Trading achète et commercialise les productions du Groupe en Angola et au Gabon. Des productions de parties tierces peuvent également être commercialisées par M&P Trading. Celles-ci sont alors présentées dans le chiffre d'affaire consolidé du Groupe.

La production valorisée du Groupe (revenus des activités de production, retraités des décalages d'enlèvement) s'établit à 324 M\$ pour l'exercice 2020, en baisse de 38 % par rapport à l'exercice 2019. Cette baisse résulte de la forte chute des cours de pétrole liée à la pandémie COVID-19 et de l'application de quota de réduction de la production mis en place par l'OPEP, organisation à laquelle appartient le Gabon depuis mars 2020. Les ventes en Tanzanie sont quant à elles en léger recul, du fait d'un repli de la demande de gaz lié à saisonnalité au premier semestre 2020.

Le prix de vente moyen de l'huile s'élève à 40,1 \$/b sur l'exercice 2020 contre 67,2 \$/b sur l'exercice 2019 soit une diminution de 40 %.

Maurel & Prom commercialise les volumes de pétrole produits par M&P Gabon et M&P Angola par l'intermédiaire de sa filiale M&P Trading. 6,6 millions de barils ont été commercialisés sur la période.

Après prise en compte des activités de forage et des décalages d'enlèvements, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe pour l'année 2020 s'établit à 330 M\$, en recul de 35 % par rapport à 2019.

Note 3.2.2 Résultat opérationnel

Pour évaluer la performance de ses activités, le Groupe a retenu plusieurs indicateurs :

L'excédent brut d'exploitation (EBE) correspond au chiffre d'affaires net des éléments suivants :

- autres produits d'exploitation ;
- achats de consommables et de prestations de services ;
- taxes (incluant les redevances minières et autres taxes liées à l'activité) ;
- charges de personnel.

Ces 3 derniers éléments ont fait l'objet d'un regroupement par destination au sein des autres charges d'exploitation.

Le résultat opérationnel courant correspond à l'EBE net des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, incluant la dépréciation.

Les éléments entre le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel correspondent à des produits et charges considérés comme inhabituels, non récurrents, et significatifs, tels que :

- les plus-values et moins-values significatives réalisées sur des cessions d'actifs ;
- les *impairment* d'actifs opérationnels ;
- les dépréciations liées à l'abandon des actifs d'exploration ;
- les charges relatives aux dépenses engagées en phase d'exploration (jusqu'à l'identification d'un prospect), tant la volatilité de celles-ci est non prédictible, dépendant du résultat des activités d'exploration ;

Les autres charges d'exploitation se décomposent de la façon suivante :

<i>(en milliers de dollars)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Achats et Services externes	(104 753)	(96 191)
Taxes, contributions et redevances	(41 305)	(79 834)
Charges de personnel	(68 589)	(84 235)
Total Autres charges d'exploitation	(214 647)	(260 260)

Le résultat opérationnel courant s'établit à -19 M\$ en raison de l'effondrement du cours du pétrole et ce malgré le plan de réduction volontaire des charges d'exploitation et la baisse significative de la charge d'amortissement des actifs pétroliers.

Le résultat non-courant inclut pour l'essentiel :

- une dépréciation de 481 M\$ (net des effets d'impôts différés) des actifs de production et d'exploration gabonais, français et angolais, et de dépréciation des appareils de forage ;
- 31 M\$ de dépenses d'exploration relatives à la finalisation des opérations débutées en 2019 sur le permis de Kari ainsi qu'une campagne d'acquisition de données sismiques en Sicile ;
- 3 M\$ de charges relatives à des indemnités de fin de contrats.

Note 3.3 Immobilisations

Maurel & Prom mène son activité d'exploration et de production pour partie dans le cadre de Contrats d'Exploration et de Partage de Production (CEPP). Ce type de contrat, signé avec l'Etat-hôte, fixe les règles de coopération (en association avec d'éventuels partenaires), de partage de production avec l'État ou la société nationale qui le représente et définit les modalités d'imposition de l'activité.

En vertu de ces accords, la Société s'engage, à hauteur de ses intérêts, à financer les opérations d'exploration et de production et reçoit en contrepartie une quote-part de la production dite cost oil ; la vente de cette part de production doit permettre de se rembourser des investissements ainsi que des coûts opérationnels engagés ; le solde de la production (profit-oil) est alors partagé dans des proportions variables avec l'État ; la Société acquitte ainsi sa part d'imposition sur les revenus de ses activités.

Dans le cas de ces Contrats d'Exploration et de Partage de Production (CEPP), la Société comptabilise sa quote-part d'actifs, de revenus et de résultat par application de son pourcentage de détention dans le permis concerné.

Les principales méthodes de comptabilisation des coûts de l'activité pétrolière sont les suivantes :

Droits de recherche et d'exploration pétrolière

- Permis miniers : les coûts relatifs à l'acquisition et à l'attribution de permis miniers sont inscrits en actifs incorporels et, durant la phase d'exploration, amortis linéairement sur la durée estimée du permis, puis, dans la phase de développement, au rythme des amortissements des installations de production pétrolière. En cas de retrait du permis ou d'échec des recherches, l'amortissement restant à courir est constaté en une seule fois.
- Droits miniers acquis : les acquisitions de droits miniers sont inscrites en actifs incorporels et, lorsqu'ils ont permis la découverte de réserves pétrolières, sont amorties selon la méthode de l'unité de production sur la base des réserves prouvées et probables. Le taux d'amortissement est égal au rapport de la production d'hydrocarbures du champ pendant l'exercice sur les réserves d'hydrocarbures prouvées et probables au début du même exercice, réestimées sur la base d'une expertise indépendante.

Coûts d'exploration

Le Groupe applique la norme IFRS 6 relative à la comptabilisation des coûts d'exploration.

La comptabilisation des droits et actifs de production d'hydrocarbures est réalisée conformément à la méthode du "successful efforts".

Les charges encourues antérieurement à la délivrance du permis d'exploration sont comptabilisées en charges.

Les études et travaux d'exploration, y compris les coûts de géologie et de géophysique, sont inscrits en charges jusqu'à l'identification d'un prospect.

Les dépenses concourant à l'identification d'un prospect tels que les forages d'exploration sont capitalisées et elles sont amorties à compter du début de l'exploitation.

Les dépenses de forage n'ayant pas abouti à une découverte commerciale sont comptabilisées en charges à hauteur des coûts engagés dès lors qu'il est décidé d'abandonner définitivement les travaux sur la zone concernée ou sur la zone de rattachement.

Le groupe se réfère à la norme IASC 932 "extractive activities" d'application usuelle dans le secteur pétrolier pour définir le traitement comptable de situations ou opérations non traitées spécifiquement par les normes IAS. En application de ce principe, lorsqu'il apparaît qu'un puits d'exploration en cours à la clôture n'a pas conduit à la découverte de réserves prouvées et que ce résultat n'est connu qu'entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes, les dépenses engagées sur ce puits jusqu'à la date de clôture sont comptabilisées en dépenses d'exploration sur la période considérée.

Lorsque la faisabilité technique et la viabilité commerciale du projet d'exploitation pétrolière deviennent démontrables (analyse basée sur le résultat des puits d'appréciation ou des travaux d'études sismiques...) suite à l'obtention de l'Autorisation exclusive de développement et d'exploitation (AEDE), ces coûts deviennent alors des coûts de développement, dont une partie est transférée en actifs corporels, selon leur nature.

Dès qu'un indice de perte de valeur surgit (échéance d'un permis, dépenses ultérieures non budgétées...), un test de dépréciation est réalisé pour vérifier que la valeur comptable des dépenses engagées n'excède pas la valeur recouvrable.

Par ailleurs, lorsque la faisabilité technique et la viabilité commerciale du projet d'exploitation pétrolière deviennent démontrables, les actifs d'exploration sont systématiquement soumis à un test de dépréciation.

Les tests de dépréciation sont effectués au niveau du permis, tel que défini par le cadre contractuel, selon la pratique du secteur.

Immobilisations de production pétrolière

L'actif immobilisé de production pétrolière comprend les actifs reconnus en phase d'exploration et transférés en immobilisations corporelles à la suite de découvertes et les actifs liés au développement des champs (forage d'exploitation, installations de surface, systèmes d'évacuation de l'huile...).

Déplétion

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'unité de production.

Pour les installations générales, c'est à dire concernant la totalité d'un champ (pipelines, unités de surface...), le taux d'amortissement retenu est égal au rapport de la production d'hydrocarbures du champ pendant l'exercice sur les réserves prouvées au début du même exercice. Le cas échéant, elles sont pondérées du ratio [réserves prouvées/(réserves prouvées plus probables)], visant à prendre en compte leur dimensionnement à l'exploitation de l'ensemble des réserves prouvées et probables du champ concerné.

Pour les installations spécifiques, c'est à dire dédiées à des zones spécifiques d'un champ, le taux d'amortissement retenu est égal au rapport de la production d'hydrocarbures du champ pendant l'exercice sur les réserves prouvées développées au début du même exercice.

Les réserves prises en compte sont les réserves déterminées à partir d'analyses menées par des organismes indépendants dans la mesure où elles sont disponibles à la date d'arrêt des comptes.

Coûts de remise en état des sites

Des provisions pour remise en état des sites sont constituées dès lors que le Groupe a une obligation de démanteler et de remettre en état les sites.

Le coût actualisé de remise en état des sites est capitalisé et rattaché à la valeur de l'actif sous-jacent et amorti au même rythme que celui-ci.

Financement des coûts pétroliers pour le compte de tiers

Le financement des coûts pétroliers pour le compte de tiers est une opération qui consiste, dans le cadre d'une association pétrolière, à se substituer à un autre membre de l'association pour le financement de sa part dans le coût de travaux.

Lorsque les conditions contractuelles lui confèrent des caractéristiques similaires à celles des autres actifs pétroliers, le financement des coûts pétroliers pour le compte de tiers est traité comme un actif pétrolier.

En conséquence et conformément au paragraphe 47 (d) de l'ASC 932 usuellement appliqué dans le secteur pétrolier, les règles de comptabilisation sont celles applicables aux dépenses de même nature que la part propre du groupe (immobilisations, amortissements, dépréciation, frais d'exploitation en charges) :

- enregistrement des coûts d'exploration financés en actifs incorporels (part des associés portés comptabilisée comme la part Maurel & Prom) ;
- dans le cas de recherche n'ayant pas abouti à une mise en production : inscription de la totalité des coûts en charges ;
- dans le cas de mise en production : transfert des coûts inscrits en actifs incorporels en actifs corporels (installations techniques) ;
- la part des hydrocarbures revenant aux associés portés et servant au remboursement du portage est considérée comme un chiffre d'affaires chez l'associé qui porte ;
- les réserves correspondant aux coûts portés sont ajoutées aux réserves de l'associé qui porte les coûts ;
- amortissement des installations techniques (y compris la part des associés portés) selon la méthode de l'unité de production en intégrant au numérateur la production de la période affectée aux remboursements des coûts portés et au dénominateur la part des réserves servant à rembourser la totalité des coûts portés.

Autres actifs immobilisés incorporels

Les autres actifs immobilisés incorporels sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et figurent au bilan pour cette valeur, après déduction des amortissements cumulés et des éventuelles dépréciations.

Les amortissements sont calculés sur un mode linéaire et la durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'actifs incorporels amortis sur une durée allant d'un à trois ans.

Autres actifs immobilisés corporels

La valeur brute des autres actifs immobilisés corporels correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation.

Les amortissements sont calculés sur un mode linéaire et la durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'actifs corporels, dont les principales sont les suivantes :

- constructions : 10 ans ;
- ouvrages d'infrastructure : 8 à 10 ans ;
- appareils de forage : 5 ans ;
- installations techniques : 3 à 10 ans ;
- agencements et installations : 4 à 10 ans ;
- matériel de transport : 3 à 8 ans ;
- matériel de bureau et informatique : 2 à 5 ans ; et
- mobilier de bureau : 3 à 10 ans.

Les contrats de location financement sont ceux qui ont pour effet de transférer la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif du bailleur au preneur. Ces contrats sont comptabilisés à l'actif du bilan à la juste valeur, ou si elle est plus faible, à la valeur actualisée des loyers minimaux au titre du contrat. La dette correspondante est comptabilisée au passif du bilan dans les dettes financières. Ces actifs sont amortis selon les durées d'utilité appliquées par le Groupe.

Les contrats de location, qui ne sont pas des contrats de location financement tels que définis ci-dessus, sont comptabilisés comme des contrats de location simple. Les paiements au titre de contrats de location simple sont comptabilisés au compte de résultat sur une base linéaire sur la durée de location.

Les coûts d'emprunt sont capitalisés lorsque l'actif concerné remplit les conditions d'éligibilité telles que définies par IAS 23R.

Dépréciation des actifs

Lorsque des événements indiquent un risque de perte de valeur des actifs incorporels et corporels, et, concernant le goodwill et les actifs incorporels non amortis au moins une fois par an, un test de dépréciation est effectué afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable, cette dernière étant définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée des coûts de sortie) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation des actifs et de leur cession.

S'agissant des actifs pétroliers en production, les flux de trésorerie sont déterminés en fonction des réserves identifiées, du profil de production associé et des prix de vente escomptés après prise en compte de la fiscalité applicable selon les contrats de partage de production.

Un permis ou un ensemble de permis d'une même zone géographique sont généralement retenus comme étant l'unité génératrice de trésorerie (UGT). Une UGT est un ensemble d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par les autres groupes d'actifs. Dans certains cas, un permis peut contenir des actifs d'exploration et de production.

Concernant les autres activités du Groupe, les tests de dépréciation sont réalisés sur la base de business plans de la société, incluant une valeur terminale.

Le taux d'actualisation retenu tient compte du risque lié à l'activité et à sa localisation géographique.

Dans le cas où le montant recouvrable est inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants.

Cette perte de valeur peut éventuellement être reprise dans la limite de la valeur nette comptable qu'aurait eue l'actif à la même date s'il n'avait pas été déprécié. Les pertes de valeur constatées sur les goodwill ont un caractère irréversible.

Note 3.3.1 Immobilisations incorporelles

Les investissements incorporels de la période concernent pour l'essentiel les dépenses d'exploration de forage réalisés sur le permis de Kari et Nyanga pour 25 M\$ et une campagne d'acquisition de données sismiques en Sicile pour 12 M\$

Tous les actifs composant le portefeuille d'exploration du Groupe ont fait l'objet d'une analyse de leur valeur recouvrable conformément aux dispositions d'IFRS 6 et d'IAS 36.

A cet effet les dépenses d'exploration afférentes à des opérations entamées fin 2019 au Gabon sur le permis de Kari ont fait l'objet de dépréciation au regard de la non-économicité des projets.

Le Groupe a enregistré une charge de dépréciation des actifs incorporels de 99 M\$ sur les actifs en production gabonais et angolais, conformément aux hypothèses explicitées en note 1.1.3.

<i>(en milliers de dollars)</i>	31/12/2019	Écart de conversion	Investis - sement	Transfert	Charge d'exploitation & impairment	Amortis - sement	31/12/2020
Actifs rattachés à des permis en production	214 922	—	6 948	22	(99 223)	(10 527)	112 142
Actifs rattachés à des permis en exploration	8 146	—	40 321	—	(43 570)	(157)	4 740
Forage	16	—	—	—	—	(3)	13
Autres	144	1	(4)	30	—	(95)	76
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (NET)	223 228	1	47 265	52	(142 793)	(10 782)	116 971

Il est rappelé ci-dessous les variations des immobilisations incorporelles de l'exercice précédent :

<i>(en milliers de dollars)</i>	31/12/2018	Écart de conversion	Investis - sement	Transfert	Charge d'exploitation & impairment	Amortis - sement	31/12/2019
Actifs rattachés à des permis en production	192 804	—	42 877	(1 041)	—	(19 718)	214 922
Actifs rattachés à des permis en exploration	6 919	(22)	34 586	1 678	(34 806)	(209)	8 146
Forage	28	—	—	—	—	(11)	16
Autres	170	—	117	—	—	(142)	144
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (NET)	199 920	(22)	77 580	637	(34 806)	(20 081)	223 228

Note 3.3.2 Immobilisations corporelles

<i>(en milliers de dollars)</i>	31/12/2019	Écart de conversion	Investissement	Transfert	Charge d'exploitation &	Amortissement	31/12/2020
Actifs rattachés à des permis en production	1 404 132	—	38 972	5 980	(530 886)	(91 295)	826 903
Actifs rattachés à des permis en exploration	11 421	148	4 152	—	(15 722)	—	(1)
Forage	25 152	—	863		(8 333)	(4 494)	13 188
Autres	5 376	34	1 905	(30)	(3 211)	(1 348)	2 726
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (NET)	1 446 081	182	45 892	5 950	(558 152)	(97 137)	842 816

Les investissements corporels de la période concernent pour l'essentiel les investissements de développement réalisés sur le permis d'Ezanga.

En application d'IAS 36, des tests de dépréciation ont été effectués, afin de déterminer la valeur recouvrable des actifs. Le Groupe a enregistré une charge de dépréciation des actifs de 547M \$ (avant impôts différés) sur les actifs gabonais, français et angolais, conformément aux hypothèses explicitées en note 1.1.3.

Il est rappelé ci-dessous les variations des immobilisations corporelles de l'exercice précédent :

<i>(en milliers de dollars)</i>	31/12/2018	Écart de conversion	Investissement	Transfert	Dépréciation	Amortissement	31/12/2019
Actifs rattachés à des permis en Production	1 425 779	—	83 356	41 998	(18 094)	(128 906)	1 404 132
Actifs rattachés à des permis en exploration	2 966	8	8 519	3 269	(4 036)	696	11 421
Forage	21 793	—	6 811		—	(3 452)	25 152
Autres	625	2	6 264	—	—	(1 514)	5 376
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (NET)	1 451 162	10	104 950	45 267	(22 130)	(133 177)	1 446 082

Note 3.4 Stocks

Les stocks sont valorisés selon la méthode du Coût Moyen Pondéré au coût d'acquisition ou de production. Le coût de production inclut les consommations et les coûts directs et indirects de production. Les stocks d'hydrocarbures sont valorisés au coût de production comprenant les frais de champ, le transport et l'amortissement des biens concourant à la production. Une provision est constituée lorsque la valeur nette de réalisation est inférieure au coût des stocks.

<i>(en milliers de dollars)</i>	31/12/2019	Écart de conversion	Variation	Transfert	Dépréciation/ Reprises	31/12/2020
Ezanga (Gabon)	6 371		(600)			5 771
produits chimiques Ezanga (Gabon)	3 080		(728)			2 352
stock d'huile Trading		—	4 876		—	4 876
BRM (Tanzanie)	4 540	316			(1 381)	3 475
STOCKS (NET)	13 991	316	3 548	—	(1 381)	16 474

Les stocks d'huile du trading sont valorisés à la clôture prix de marché diminué du coût des ventes.

Les stocks d'huile sur Ezanga correspondent aux quantités d'huile dans le pipe-line et sont valorisés au cout de production.

Note 3.5 Position de sur/sous-enlèvements

Le Groupe constate le décalage entre les enlèvements et le droit théorique au sein du coût des ventes par le biais de la reconnaissance d'une position de sur-ou sous-enlèvement, valorisée à la clôture au prix de marché, et comptabilisée en actifs courants (créance de position de sous-enlèvement) ou passifs courants (dette de position de sur-enlèvement).

<i>(en milliers de dollars)</i>	31/12/2019	Écart de conversion	Variation	Transfert	Dépréciation/ Reprises	31/12/2020
Créance de position de sous-enlèvement	39 755		(21 179)			18 576
Dette de position de sur-enlèvement	(1 296)		261			(1 035)
POSITION NETTE DE SUR/SOUS-ENLÈVEMENTS	38 460	—	(20 918)	—	—	17 541

Note 3.6 Créances clients

Les créances commerciales sont comptabilisées initialement à leur juste valeur, puis à leur coût amorti.

À la clôture, des dépréciations des créances clients sont constituées à hauteur des pertes attendues sur la durée de vie des créances conformément à IFRS 9. L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée par les caractéristiques individuelles des clients.

<i>(en milliers de dollars)</i>	31/12/2019	Écart de conversion	Variation	Transfert	Dépréciation/ Reprises	31/12/2020
Ezanga (Gabon)	17 768		(10 867)			6 901
Trading	106 764		(95 609)			11 154
Mnazi Bay (Tanzanie)	16 566		7 347		(505)	23 407
Forage	2 964		(2 786)			178
Autres	43	2	3 269		(3 298)	16
CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS (NET)	144 104	2	(98 646)	—	(3 803)	41 656

L'encours client sur Ezanga relatif aux ventes d'hydrocarbures correspond essentiellement aux créances sur la Sogara à laquelle est vendue une partie de la production réalisée sur les champs du permis d'Ezanga.

L'encours client sur Mnazi Bay relatif aux ventes de gaz correspond essentiellement aux créances sur la société nationale TPDC et sur Tanesco.

La recouvrabilité de l'ensemble de ces créances clients n'est pas remise en cause. Il n'y a pas de créance significative dépréciée.

Note 3.7 Autres actifs

Les autres actifs courants comprennent des actifs liés au cycle d'exploitation normal, et dont certains peuvent être réalisés dans un délai supérieur à douze mois suivant la date de reporting. À la clôture, conformément à IFRS 9, des dépréciations sont constituées à hauteur des pertes attendues sur la durée de vie des créances.

<i>(en milliers de dollars)</i>	31/12/2019	Écart de conversion	Variation	Transfert	Dépréciation/ Reprises	31/12/2020
Avances fournisseurs	2 615		(1 113)			1 502
Créances partenaires		4	5 440	4 911		10 355
Charges constatées d'avance et à répartir	1 789	7	3 782		(120)	5 457
Créances fiscales et sociales	87 269	4 494	17 477		1 234	110 475
AUTRES ACTIFS (NET)	91 672	4 506	25 587	4 911	1 114	127 790
Brut	107 345	4 506	25 488	4 911		142 250
Dépréciation	(15 673)		99	—	1 114	(14 460)
NON COURANT	43 554	4 118	36 350			84 022
COURANT	48 118	388	(10 763)	4 911	1 114	43 768

Les créances partenaires ont fait l'objet d'un reclassement entre "Autres actifs financiers" et "Autres actifs".

Les "Créances fiscales et sociales" sont essentiellement constituées de la créance de TVA sur l'État gabonais, libellée en XAF. En l'absence de remboursement de la créance de TVA sur l'année 2020 lié à un protocole d'échéancier de paiement, la totalité de la créance classé en courant jusqu'en 2019 a été reclassée en non courant.

Note 3.8 Fournisseurs

<i>(en milliers de dollars)</i>	31/12/2019	Écart de conversion	Variation	Transfert	Dépréciation/ Reprises	31/12/2020
Ezanga (Gabon)	51 295		(18 608)			32 688
Mnazi Bay (Tanzanie)	488	—	108	—	—	596
Forage	6 953	—	(4 667)	—	—	2 286
Autres	16 921	163	(8 835)	—	—	8 249
FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS	75 656	163	(32 001)	—	—	43 819

La réduction de l'encours fournisseurs est liée à la forte réduction des investissements et des dépenses opérationnelles, notamment au Gabon.

Note 3.9 Autres Passifs Courants

Ces autres dettes sont incluses dans les passifs financiers comptabilisés initialement à leur juste valeur, puis à leur coût amorti.

<i>(en milliers de dollars)</i>	31/12/2019	Écart de conversion	Variation	Transfert & Périmètre	Dépréciation/ Reprises	31/12/2020
Dettes sociales	17 636	80	(1 402)			16 314
Dettes fiscales	29 100	1	1 886			30 987
Dettes partenaires	11 688	—	17 279	5 980	—	34 948
Avances TPDC	27 180					27 180
Dettes d'investissement PRDL	19 129	1 127	(20 256)			
Créditeurs divers	21 014	17	(3 121)			17 910
AUTRES PASSIFS COURANTS	125 746	1 225	(5 612)	5 980	—	127 339

Les dettes partenaires correspondent à des appels de fond à émettre par l'opérateur Sonangol en Angola et des avances de financement de BFR au Gabon.

L'avance TPDC correspond à un acompte reçu en 2015 en garantie des ventes, qui sera remboursée en cas de mise en place par TPDC d'un autre type de garantie financière.

Les dettes d'investissement du 31 décembre 2019 correspondaient au solde à payer à Shell pour l'acquisition de PRDL intégralement versé sur le premier semestre 2020

Note 3.10 Provisions

Conformément à la norme IAS 37 "Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels", des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire par une sortie de ressources constitutives d'avantages économiques.

L'obligation de remise en état des sites est comptabilisée pour la valeur actualisée du coût estimé au titre de l'obligation contractuelle de démantèlement ; l'impact du passage du temps est mesuré en appliquant au montant de la provision un taux d'intérêt sans risque. L'effet de la désactualisation est enregistré dans le poste "Autres produits et charges financiers".

Les indemnités de départ en retraite correspondent à des régimes à prestations définies. Elles sont provisionnées de la façon suivante :

- la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetées qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs ; et
- les écarts constatés entre l'évaluation et la prévision des engagements (en fonction de projections ou hypothèses nouvelles) ainsi qu'entre la prévision et la réalisation sur le rendement des fonds investis sont appelés pertes et gains actuariels. Ils sont comptabilisés en autres éléments du résultat global, sans possibilité de recyclage ultérieur en résultat. Le coût des services passés est reconnu en résultat, qu'ils soient acquis ou non acquis.

<i>(en milliers de dollars)</i>	31/12/2019	Écart de conversion	Dotation	Reprise	Transfert	31/12/2020
Remise en état des sites	84 770	366	2 882	(820)		87 199
Engagements de retraites	1 406			(255)		1 150
Autre	16 734	432	10 387	(3 185)	2 852	27 219
PROVISIONS	102 910	798	13 269	(4 260)	2 852	115 568
NON COURANT	85 655	366	2 882	(1 075)	—	87 828
COURANT	17 255	432	10 387	(3 185)	2 852	27 740

Les provisions pour remise en état des sites, concernant les sites en production, sont établies sur la base d'un rapport d'expert et actualisées en utilisant les taux US Bloomberg Corporate AA en phase avec la durée des engagements.

Les autres provisions couvrent divers risques notamment fiscaux (hors IS) et sociaux dans les différents pays où le Groupe est présent.

Note 4 FINANCEMENTS

Note 4.1 Résultat financier

<i>(en milliers de dollars)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Intérêts sur découverts	(76)	(237)
Charge financière IFRS 16	(298)	(121)
Intérêts prêts actionnaire	(2 645)	(4 163)
Intérêts sur autres emprunts	(12 789)	(25 771)
COÛT DE L'ENDETTEMENT BRUT	(15 808)	(30 291)
Produits de trésorerie	1 808	4 560
Résultats nets sur instruments dérivés	(2 385)	(667)
COÛT DE L'ENDETTEMENT NET	(16 384)	(26 398)
Écarts de change nets	5 928	(3 663)
Autres	(850)	(1 055)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS NETS	5 078	(4 718)
RÉSULTAT FINANCIER	(11 306)	(31 116)

Le coût de l'endettement brut est calculé à partir du taux d'intérêt effectif de l'emprunt (c'est-à-dire le taux actuariel tenant compte des frais d'émission).

Les écarts de change nets sont liés pour l'essentiel à la réévaluation au taux de clôture des positions en devises de transactions différentes de la devise fonctionnelle du Groupe (USD) :

- le taux de conversion EUR/USD au 31/12/2019 s'établissait à 1,123 contre 1,227 à la clôture ;
- les positions en devises de transactions, différentes de la devise fonctionnelle USD de l'ensemble des entités consolidées, sont essentiellement des créances Gabonaises (libellée en XAF).

Les autres produits et charges financiers incluent principalement l'effet de désactualisation (accrétion) de la provision de remise en état des sites.

Note 4.2 Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, puis à leur coût amorti.

À la clôture, conformément à IFRS 9, des dépréciations sont constituées à hauteur des pertes attendues sur la durée de vie des créances.

<i>(en milliers de dollars)</i>	31/12/2019	Écart de conversion	Variation	Transfert	Dépréciation/ Reprises	31/12/2020
Compte courants MEE	4 601	(2)	2 317	(18)		6 899
Fonds sequestres RES	1 839	42	45			1 926
Fond séquestre GOC	43 339					43 339
Créances partenaires	3 134	—	—	(3 134)	—	—
Créance de portage Sucre Energy Ltd	11 000					11 000
Débiteurs Divers	1 777		(114)	(1 777)	114	
AUTRES ACTIFS FINANCIERS (NET)	65 691	40	2 248	(4 929)	114	63 164
NON COURANT	6 441	40	2 362	(18)	—	8 825
COURANT	59 250	—	(114)	(4 911)	114	54 339

La dette de 43 M\$ de la Gabon Oil Company (GOC) liée à son entrée sur le permis d'Ezanga en 2019 et correspondant à la somme due à M&P au titre du portage des coûts antérieurs à 2018 a désormais été validée lors d'une procédure d'expertise auprès de la CCI. Ces 43 M\$, qui ne sont pas inclus dans la position de trésorerie de 168 M\$ au 31 décembre 2020, font l'objet de procédures pour obtenir prochainement leur libération.

Les créances partenaires correspondant au financement par le Groupe de la quote-part des coûts revenant à ses partenaires, dans le cadre des contrats d'association ont été reclassées en "Autres actifs" (note 5.3.7).

Note 4.3 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les dépôts bancaires correspondent à des comptes à vue et des placements à court terme d'excédents de trésorerie.

<i>(en milliers de dollars)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Liquidités, banques et caisses	76 460	132 555
Dépôts bancaires à court terme	45 893	3 803
Valeurs mobilières de placement	45 860	94 685
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	168 213	231 043
Concours bancaires ^(a)	(4)	(129)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE NETS	168 209	230 914

(a) Les concours bancaires sont repris dans la dette ci-dessous.

Note 4.4 Emprunts et dettes financières

(en milliers de dollars)	31/12/2019	Remboursement	Transfert	Charge d'intérêts	Décassement intérêts	Autres mouvements	31/12/2020
<i>Term Loan (600 M\$)</i>	445 673	(75 000)	75 000			495	446 168
Prêt actionnaire	94 118		(8 618)				85 500
Dettes de location financement	2 847	(135)	(1 190)				1 522
NON COURANTS	542 637	(75 135)	65 192	—	—	495	533 190
<i>Term Loan (600 M\$)</i>	150 066		(75 000)				75 066
Prêts actionnaire	5 882	(2 000)	8 618				12 500
Dettes de location financement	1 357		1 190	298		(1 371)	1 473
Concours bancaires courants	129			87	(76)	(136)	4
Intérêts courus	1 484	—		15 423	(16 171)	(495)	241
- Prêt actionnaire (100 M\$)	—			2 645	(2 645)	—	—
- Term Loan (600 M\$)	1 484			12 779	(13 527)	(495)	241
COURANTS	158 918	(2 000)	(65 192)	15 808	(16 248)	(2 002)	89 284
EMPRUNTS	701 555	(77 135)	—	15 808	(16 248)	(1 507)	622 474

Note 4.4.1 Emprunts

Les emprunts sont enregistrés initialement à leur juste valeur puis au coût amorti. Les frais d'émission sont comptabilisés en déduction de la juste valeur initiale de l'emprunt. Puis, les frais financiers sont calculés sur la base du taux d'intérêt effectif de l'emprunt (c'est-à-dire du taux actuariel tenant compte des frais d'émission).

Prêt bancaire à terme de 600 M\$ (Term Loan)

Le Groupe a contracté le 21 décembre 2017 un Prêt à Terme pour 600 M\$ auprès d'un Groupe de dix banques internationales.

Les termes de ce prêt sont les suivants :

Montant initial	600 M\$
Maturité	Décembre 2023
Premier amortissement	Mars 2020
Remboursement	16 échéances trimestrielles
Taux d'emprunt	LIBOR +1,50 %

Prêt actionnaire

En décembre 2017, dans le cadre de son refinancement, le Groupe a contracté un prêt actionnaire avec PIEP, d'un montant de 200 M\$, tiré initialement à hauteur de 100 M\$.

Les termes de cette facilité sont les suivants :

Montant initial 200 M\$ dont tiré :	100 M\$
Tranche supplémentaire	100 M\$ tirables à discrétion
Maturité	Décembre 2024
Premier amortissement	Décembre 2020
Remboursement	17 échéances trimestrielles
Taux d'emprunt	LIBOR +1,60 %

Aux termes des avenants aux contrats des prêts bancaires et d'actionnaires en date du 16/03/2020 le Groupe bénéficie d'un rééchelonnement de sa dette, les montants à rembourser étant divisés par deux en 2020 et 2021 :

- l'emprunt à terme de 600 M\$ auprès d'un syndicat de banques (le « Prêt à Terme »)
- et l'emprunt de 200 M\$ (dont 100 M\$ tirés et 100 M\$ non tirés) auprès de l'actionnaire majoritaire de M&P, PT Pertamina International Eksplorasi Dan Produksi (« PIEP ») (le « Prêt d'Actionnaire »)

Conformément à IFRS9, les avenants aux contrats n'entraînant pas de modification substantielle des modalités de l'emprunt, le Groupe a comptabilisé les frais relatifs à leur mise en œuvre dans le coût global en ajustant le Taux d'intérêt effectif.

Le Groupe a souscrit, fin juin 2018, des instruments dérivés de taux d'intérêts, dont l'objectif est de limiter le coût de l'endettement en cas de hausse de taux d'intérêts.

Le nominal couvert s'élève à 200 M\$, pour une maturité entre juillet 2021 et juillet 2022, sur le LIBOR 3 mois.

Dans ce contexte, une qualification de la couverture en "Cash-Flow Hedge" au regard d'IFRS 9 a été adoptée. Seule la valeur intrinsèque a été désignée comme un instrument de couverture. La valeur temps a été traitée comme un coût de couverture comptabilisé en OCI puis amorti linéairement en compte de résultat. La juste valeur de ces dérivés est comptabilisée dans le poste "instruments financiers dérivés non courants" au bilan.

Les amendements à IFRS 7 et IFRS 9 en lien avec la réforme des taux d'intérêts de référence permettent de ne pas tenir compte des effets de la réforme des taux jusqu'à ce que la transition vers les nouveaux indices soit effective, et donc de maintenir la qualification des dérivés de taux en comptabilité de couverture.

<i>(en milliers de dollars)</i>	31/12/2019	Résultat	OCI	31/12/2020
Instruments financiers actif dérivés courant	—		—	
Instruments financiers passif dérivés courant	(3 304)		143	(3 161)
INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS NET	(3 304)	—	143	(3 161)

Note 5. RISQUES FINANCIERS & JUSTE VALEURS

Note 5.1 Risques sur les fluctuations de cours des hydrocarbures

Historiquement, les prix du pétrole et du gaz ont toujours été très volatils et peuvent être impactés par différents facteurs extrêmement variés tels que, notamment, la demande d'hydrocarbures directement liée à l'économie générale, les capacités et le niveau de production, les politiques gouvernementales en matière d'énergie et les pratiques spéculatives. L'économie de l'industrie pétrolière et gazière et, notamment, sa profitabilité sont très sensibles aux variations du cours des hydrocarbures exprimés en dollars américains.

Les cash-flows et les résultats prévisionnels du Groupe sont donc fortement influencés par l'évolution du cours des hydrocarbures exprimé en dollars américains. Aucune couverture sur le cours des hydrocarbures n'a été effectuée en 2020.

Sur l'année 2020, le cours moyen du Brent a diminué de 40 % et s'est établi à 40,1 \$/b contre 67,2 \$/b sur 2019.

Une variation à la baisse de 10 % du cours du pétrole par rapport au cours moyen 2020 aurait impacté le chiffre d'affaires et l'EBE de -28 M\$.

Note 5.2 Risques de change

Compte tenu de son activité fortement tournée vers l'international, le Groupe est exposé en théorie au risque de change à plusieurs titres :

- les variations de change affectent les transactions enregistrées en résultat opérationnel (flux de chiffre d'affaires, de coût des ventes, etc.) ;
- la réévaluation au taux de clôture des dettes et créances en devises génère un risque de change financier ;
- par ailleurs, il existe un risque de change lié à la conversion en US dollar des comptes des entités du Groupe dont la monnaie de fonctionnement est l'euro. L'écart résultant de cette conversion est enregistré en autres éléments du résultat global.

En pratique, cette exposition est à l'heure actuelle faible, puisque les ventes, la majeure partie des dépenses opérationnelles, une part significative des investissements et l'endettement sont libellées en US dollar.

La monnaie de présentation des comptes du Groupe ainsi que sa devise opérationnelle est l'US dollar.

L'impact sur le résultat et les capitaux propres consolidés au 31 décembre 2020 d'une variation de 10 % à la hausse ou à la baisse du taux de change EUR/USD est présenté ci-après :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Impact sur le résultat avant IS		Impact sur l'écart de conversion (capitaux propres)	
	Hausse de 10 % parité €/ \$	Baisse de 10 % parité €/ \$	Hausse de 10 % parité €/ \$	Baisse de 10 % % parité €/ \$
EUR équivalent	7 543	(7 543)	(22 291)	22 291
Autres devises				
TOTAL	7 543	(7 543)	(22 291)	22 291

Le taux de change moyen annuel EUR/USD a sensiblement augmenté à 1,14 USD pour 1 EUR pour l'année 2020 contre 1,11 USD pour 1 EUR en 2019. Le taux de change EUR/USD au 31 décembre 2020 s'élevait à 1,23 contre 1,12 au 31 décembre 2019.

Le Groupe conserve l'essentiel des liquidités en dollars américains afin de financer les dépenses d'investissement prévisionnelles dans cette devise. Il n'y avait pas d'opération de change en cours au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, la position de change nette consolidée du Groupe (il s'agit des positions en devises de transactions différentes des devises fonctionnelles) qui ressortait à 83 M\$ s'analyse comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Actifs et passifs	Engagements en devises	Position nette avant couverture	Instruments financiers de couverture	Position nette après couverture
Créances et dettes commerciales	102 654		102 654		102 654
Autres créditeurs et passifs divers	(19 352)		(19 352)		(19 352)
EXPOSITION EUR ÉQUIVALENT	83 302	—	83 302	—	83 302

Note 5.3 Risques de liquidité

En raison de son activité industrielle et commerciale, le Groupe est exposé à des risques d'insuffisance de liquidités ou d'inadéquation de sa stratégie de financement. Ces risques sont accentués par le niveau des prix du pétrole qui pourrait affecter sa capacité à se refinancer, si ces prix se situaient à un niveau durablement faible. Un état des lignes de financement disponibles au 31 décembre 2020 figure à la note 4.4 *Emprunts et dettes financières*.

La liquidité du Groupe est appréhendée au travers d'états de trésorerie consolidés établis hebdomadairement et communiqués à la direction générale.

Des prévisions de trésorerie à des horizons mensuels, trimestriels et à fin d'année sont parallèlement établies.

Les réalisations sont comparées aux prévisions grâce à ces états qui, outre la liquidité, permettent d'appréhender la position de change.

Au 31 décembre 2020, le Groupe disposait d'un montant de trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevant à 168 M\$. À la connaissance de la Société, il n'existe pas de limitations majeures ou de restrictions à la remontée de trésorerie des filiales du Groupe hormis pour les pays explicités en note 5.6 *Risques pays*.

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des passifs financiers par échéance contractuelle :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2021	2022	2023	2024	2025	> 5 ans	Total flux contractuel	Total valeur bilan
Prêt actionnaire	12 500	12 500	28 000	45 000			98 000	98 000
Intérêts courus	1 731	1 498	1 147	504			4 881	—
Term Loan (600 M\$)	75 000	175 000	275 000		—		525 000	521 233
Intérêts courus	13 964	9 815	4 864	—	—		28 643	241
Concours bancaires courants	4						4	4
Dettes de location financement	308	308	308	308	308	4 714	6 254	2 995
TOTAL	103 508	199 122	309 319	45 812	308	4 714	662 782	622 474

Sur 2020, la Société respectait l'ensemble des ratios prévus par le Term Loan. Le Groupe a procédé à une revue approfondie de son risque de liquidité et de ses échéances à venir et considère en conséquence être en mesure de faire face à ses échéances contractuelles.

Pour rappel, au 31 décembre 2019, les flux contractuels (principal et intérêts) non actualisés sur l'encours des passifs financiers, par date de maturité, étaient les suivants :

(en milliers de dollars)	2020	2021	2022	2023	2024	> 5 ans	Total flux contractuel	Total valeur bilan
Prêt actionnaire	9 259	26 380	25 586	24 793	24 001		110 019	100 000
Term Loan (600 M\$)	170 157	164 842	159 516	154 345	—		648 859	597 222
Concours bancaires courants	129						129	129
Dettes de location financement	341	341	341	341	341	4 714	6 419	4 204
TOTAL	179 886	191 563	185 443	179 478	24 342	4 714	765 426	701 555

Note 5.4 Risques de taux

Comme toute société faisant appel à des lignes de financements externes et à des placements de la trésorerie disponible, le Groupe est exposé à un risque de taux.

Au 31 décembre 2020, l'endettement brut du Groupe sur une base consolidée s'élevait à 622 M\$. Il est essentiellement constitué de deux emprunts à taux variable.

Afin de limiter le risque de taux, le Groupe a souscrit courant 2018 des instruments financiers conformément à la note 4.4.1.

Au 31 décembre 2020, le risque de taux peut être évalué comme suit :

(en milliers de dollars)	31/12/2020	31/12/2019
Term Loan (600 M\$)	521 474	597 222
Prêt actionnaire	98 000	100 000
Dettes de location financement	2 995	4 204
Concours bancaires courants et autres	4	129
TAUX VARIABLE	622 474	701 555
EMPRUNTS	622 474	701 555

Une variation à la hausse de 100 point de base des taux d'intérêt se traduirait par une charge supplémentaire de 3 M\$ par an en résultat.

La trésorerie est pour une part significative placée en dépôts à vue rémunérés à taux variable.

Suite à l'amendement sur la réforme des taux d'intérêt de référence (cf note 1.2 Base de préparation) le Groupe s'attend à une transition du taux Libor USD vers le taux SOFR à compter de 2021. Le Groupe prévoit d'inclure des clauses de repli pour ses contrats existants qui se prolongeront au-delà de 2021.

A noter que l'amendement pourrait s'appliquer à compter du 1er janvier 2021 et n'aura pas d'incidence sur les montants déclarés en 2020 ou périodes antérieures.

Au 31 décembre 2020, l'endettement brut du Groupe s'élève à 622M\$, contracté au taux Libor USD. Le changement de taux de référence SOFR sur l'année 2021 n'impliquera aucune modification significative à la suite de l'application de l'amendement selon le Groupe.

Note 5.5 Risques de contrepartie

Le Groupe est exposé au risque de crédit du fait des prêts et créances qu'il consent à des tiers dans le cadre de ses activités opérationnelles, des dépôts à court terme qu'il effectue auprès d'établissements bancaires et, le cas échéant, des instruments dérivés actifs qu'il détient.

<i>(en milliers de dollars)</i>	31/12/2020		31/12/2019	
	Total bilan	Exposition maximale	Total bilan	Exposition maximale
Actifs financiers non courants	8 825	8 825	6 441	6 441
Autres actifs non courants	84 022	84 022	43 554	43 554
Clients et comptes rattachés	41 656	41 656	144 104	144 104
Actifs financiers courants	54 339	54 339	59 250	59 250
Autres actifs courants	43 768	43 768	48 118	48 118
Trésorerie et équivalents de trésorerie	168 213	168 213	231 043	231 043
TOTAL	400 823	400 823	532 510	532 510

L'exposition maximale correspond à l'encours au bilan net de provisions. Le Groupe considère ne pas encourir de risque de contrepartie significatif dans la mesure où l'essentiel de la production est vendu à des sociétés de trading de premier plan. Pour les encours sur les ventes de gaz en Tanzanie, des garanties sont en place. Les autres actifs financiers ou non financiers courants ne présentent pas de risque de crédit significatif.

Note 5.6 Risques pays

Le Groupe a une part importante de sa production et de ses réserves situées dans des pays hors de la zone OCDE dont certains peuvent être caractérisés par une instabilité politique, sociale et économique. Au cours des dernières années, certains de ces pays ont connu une ou plusieurs des situations suivantes : instabilité économique et politique, conflits, troubles sociaux, actions de groupes terroristes et imposition de sanctions économiques internationales. La survenance et l'ampleur d'incidents liés à l'instabilité économique, sociale et politique sont imprévisibles mais il est possible que de tels incidents puissent à l'avenir avoir un impact défavorable significatif sur la production, les réserves et les activités du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe mène des activités d'exploration et de production, dans des pays dont le cadre gouvernemental et réglementaire peut être modifié de manière imprévue et où l'application des règles fiscales et des droits contractuels est incertaine. En outre, les activités d'exploration et de production du Groupe dans ces pays sont souvent menées en collaboration avec des entités nationales, où l'État exerce un contrôle important. L'intervention des gouvernements dans ces pays, susceptible de se renforcer, peut concerner différents domaines, tels que :

- l'attribution ou le refus d'attribution des titres miniers en matière d'exploration et de production ;
- l'imposition d'obligations spécifiques en matière de forage ;
- le contrôle des prix et/ou des quotas de production ainsi que des quotas d'exportation ;
- la hausse des impôts et royalties, y compris celles liées à des réclamations rétroactives, des changements de réglementation et des redressements fiscaux ;
- la renégociation des contrats ;
- les retards de paiement ;
- les restrictions de change ou une dévaluation des devises.

Si un État hôte intervenait dans un de ces domaines, le Groupe pourrait s'exposer à supporter des coûts significatifs ou à voir sa production ou la valeur de ses actifs baisser, ce qui pourrait avoir des conséquences négatives significatives sur la situation financière du Groupe,

À la date d'arrêt des comptes, il n'a pas été relevé de restrictions significatives limitant la capacité du Groupe à accéder ou utiliser ses actifs et régler ses passifs au regard des activités dans des zones géographiques présentant une instabilité politique/réglementaire, ou au regard des accords de financement des entités et projets du Groupe (filiales, coentreprises ou entreprises associées). Le risque pays a notamment été pris en considération dans les tests d'impairment des actifs immobilisés en appliquant au taux d'actualisation un facteur de risque par pays.

Au regard de nos activités au Venezuela, le Groupe met en place les mesures nécessaires en vue d'éviter de rentrer dans le champ d'application de la réglementation américaine sur les sanctions au Venezuela et envers PDVSA. En conséquence, le Groupe s'abstient de remonter toute trésorerie en provenance de cet actif.

Note 5.7 Juste valeur

Conformément à la norme IFRS 7, une situation des instruments financiers est détaillée ci-dessous.

Les positions en juste valeur selon la hiérarchie de la norme IFRS 13 sont établies selon les mêmes hypothèses que celles présentées pour les états financiers consolidés au 31 décembre 2019.

L'application de la norme IFRS 9 a conduit à revoir la présentation des catégories d'actifs et passifs financiers présentés désormais comme suit (sans modifications significatives par rapport à la présentation selon IAS 39) :

<i>(en milliers de dollars)</i>			31/12/2020		31/12/2019	
	Catégories	Niveau	Total bilan	Juste valeur	Total bilan	Juste valeur
Actifs financiers non courants	Coût amorti	Niveau 2	8 825	8 825	6 441	6 441
Clients et comptes rattachés	Coût amorti	Niveau 2	41 656	41 656	144 104	144 104
Autres actifs financiers courants	Coût amorti	Niveau 2	54 339	54 339	59 250	59 250
Instruments financiers dérivés	Juste valeur	Niveau 1	—	—	—	—
Trésorerie et Équivalents de trésorerie			168 213	168 213	231 043	231 043
TOTAL ACTIF			273 033	273 033	440 838	440 838
Emprunts et dettes financières	Coût amorti	Niveau 2	622 474	622 474	701 555	701 555
Dettes fournisseurs	Coût amorti	Niveau 2	43 819	43 819	75 656	75 656
Instruments financiers dérivés	Juste valeur	Niveau 1	3 161	3 161	3 304	3 304
Autres créditeurs et passifs divers	Coût amorti	Niveau 2	127 339	127 339	125 746	125 746
TOTAL PASSIF			796 792	796 792	909 566	909 566

La valeur nette comptable des actifs et passifs financiers au coût amorti est jugée correspondre à une approximation raisonnable de leur juste valeur compte tenu de leur nature.

La valeur nette comptable de la trésorerie du Groupe correspond à sa juste valeur sachant qu'elle est considérée comme liquide.

La juste valeur des instruments financiers dérivés est obtenue en fonction de la valeur de marché de l'instrument à la date de clôture tel qu'explicité en note 4.4.1 *Emprunts*.

Note 6 AUTRES INFORMATIONS

Note 6.1 Impôts sur le résultat

La charge d'impôt présentée au compte de résultat comprend la charge (ou le produit) d'impôt courant et la charge (ou le produit) d'impôt différé.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales. Les impôts différés ne sont pas actualisés. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués en fonction des taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs d'impôts différés, résultant notamment de pertes reportables ou de différences temporelles ne sont pris en compte que si leur recouvrement est probable. Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- existence de différences temporelles taxables suffisantes auprès de la même autorité fiscale pour la même entité imposable, qui engendreront des montants imposables sur lesquels les pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront s'imputer avant qu'ils n'expirent ; et
- prévisions de résultats fiscaux futurs permettant d'imputer les pertes fiscales antérieures.

À l'exception des sociétés détenant le permis de Mnazi Bay pour lesquelles une perspective de récupération des impôts différés actifs est démontrée, les autres impôts différés actifs liés aux reports déficitaires ne sont pas reconnus au-delà des impôts différés passifs en l'absence de probabilité suffisante de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes pourront être imputées. C'est notamment le cas, de façon structurelle, sur les Établissements Maurel & Prom SA (société mère).

La charge exigible d'impôt sur les sociétés correspond principalement à la constatation de l'IS payé à l'État en nature au travers du "profit-oil" sur le permis d'Ezanga au Gabon.

La charge d'impôt différé résulte principalement de l'amortissement de la différence temporelle entre les coûts récupérables en base fiscale et la comptabilisation d'immobilisations dans les comptes consolidés sur les permis d'Ezanga et Mnazi Bay.

Note 6.1.1 Bouclage entre le solde du bilan, la charge d'impôt et l'impôt payé

<i>(en milliers de dollars)</i>	Impôts différés	Impôts courants	Total
ACTIF AU 31/12/2019	11 588	680	12 268
PASSIF AU 31/12/2019	(398 330)	(12 489)	(410 819)
VALEUR NETTE AU 31/12/2019	(386 742)	(11 809)	(398 551)
Charge d'impôt	7 043	(36 532)	(29 490)
Retraitement de présentation des Impairment & PRC	190 689	4 038	194 727
Versements		35 337	35 337
Écarts de conversion	—	—	—
ACTIF AU 31/12/2020	6 065	614	6 679
PASSIF AU 31/12/2020	(195 076)	(9 580)	(204 656)
VALEUR NETTE AU 31/12/2020	(189 011)	(8 967)	(197 977)

Note 6.1.2 Détail de la charge d'impôt de l'exercice

<i>(en milliers de dollars)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Charges d'impôt exigible au titre de l'exercice	(32 494)	(42 126)
Risques fiscaux	(4 038)	
Produit ou charge d'impôt différé	7 043	(20 230)
TOTAL CHARGE D'IMPOT	(29 490)	(62 357)

Note 6.1.3 Origine des impôts différés

<i>(en milliers de dollars)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Écart d'évaluation immobilisations corporelles	6 065	11 588
IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIF	6 065	11 588
Écart d'évaluation immobilisations corporelles	195 076	398 330
IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIF	195 076	398 330
IMPÔTS DIFFÉRÉS NET	189 011	386 742

Note 6.1.4 Rapprochement de la charge d'impôt et du résultat avant impôt

<i>(en milliers de dollars)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Résultat avant impôt des activités concernées	(568 274)	97 497
- Résultat net des sociétés MEE	(19 425)	58 750
RÉSULTAT AVANT IMPÔT HORS SOCIÉTÉS MEE	(548 849)	38 747
Distorsion base taxable	519 313	(74 109)
RÉSULTAT TAXABLE	(29 536)	(35 361)
(A) PRODUIT D'IMPÔT THÉORIQUE	9 844	11 786
(B) IMPÔTS COMPTABILISÉS EN RÉSULTAT	(25 452)	(62 357)
DIFFÉRENCE (B-A)	(35 296)	(74 143)
- Différence de base	(1 329)	(52 989)
- Décalage de période	(10 671)	—
- Déficits non activés et autres	(23 295)	(21 153)

Note 6.2 Résultat par action

Deux résultats par action sont présentés : le résultat net de base et le résultat dilué. Conformément à l'application d'IAS 33, le résultat dilué par action est égal au résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires revenant à l'entité mère divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, après ajustement du numérateur et du dénominateur des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. Les actions ordinaires potentielles sont traitées comme dilutives si, et seulement si, leur conversion en action ordinaire a pour effet de réduire le résultat par action des activités ordinaires poursuivies. Les actions propres ne sont pas prises en compte dans le calcul.

	31/12/2020	31/12/2019
RÉSULTAT NET (PART DU GROUPE) DE LA PÉRIODE <i>(en milliers de dollars)</i>	(588 977)	37 383
Capital social	201 261 570	200 713 522
Actions propres	4 559 335	4 601 090
NOMBRE MOYEN D' ACTIONS EN CIRCULATION	196 702 235	196 112 432
NOMBRE D' ACTIONS DILUÉES	197 242 145	196 455 520
RÉSULTAT PAR ACTION <i>(en dollars)</i>		
De base	-2,99	0,19
Dilué	-2,99	0,19

Note 6.3 Capitaux propres

Les actions propres sont enregistrées en diminution des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition.

Les variations de juste valeur ultérieures ne sont pas prises en compte. De même, le résultat de cession des actions propres n'affecte pas le résultat de l'exercice.

Les actions gratuites attribuées par la société Maurel & Prom à ses salariés sont comptabilisées en charges de personnel à partir de leur octroi et étalées sur la durée d'acquisition des droits ; le mode d'étalement dépend des conditions d'acquisition respectives de chaque plan. La juste valeur des actions gratuites est déterminée en fonction du cours boursier du jour de l'attribution (diminué des dividendes futurs actualisés).

Au 31 décembre 2020, le nombre d'actions de la Société est de 201 261 570 (dont 4 559 335 actions propres (soit 2,27 % du capital pour une valeur brute de 42 M€ à la fin 2020)) et le capital social s'élève à 154 971 408,90 €.

	Nombres d'actions	Actions propres	Contrat de liquidité	Autocontrôle
Soit au 31/12/2018	200 713 522	3 521 081	195 547	3 325 534
- Rachats		+1 200 000		+1 200 000
- Distributions d'actions		-133 250		-133 250
- Mouvements contrat de liquidité		+13 259	+13 259	
Soit au 31/12/2019	200 713 522	4 601 090	208 806	4 392 284
- Distribution d'actions		-92 766		-92 766
- Mouvements contrat de liquidité		+51 011	51 011	
- Augmentation de capital	548 048	—		
SOIT AU 31/12/2020	201 261 570	4 559 335	259 817	4 299 518

Les attributions d'actions gratuites effectuées se présentent comme suit :

Date de décision d'attribution	Date prévue d'acquisition ^(a)	Nombre d'actions
03/08/2018	03/08/2021	157 700
01/08/2019	01/08/2021	385 150
01/08/2019	01/08/2022	385 150
06/08/2020	06/08/2021	578 916
06/08/2020	06/08/2022	578 916
06/08/2020	06/08/2023	578 916
Total		2 664 748

(a) La durée minimale de conservation des actions par les bénéficiaires est fixée à une année à compter de la date d'acquisition. Ces plans sont soumis à des conditions de performance.

Note 6.4 Parties liées

(en milliers de dollars)	Revenus	Charges	Montants dus par les parties liées (net)	Montants dus aux parties liées
1) Sociétés mises en équivalence				
Maurel & Prom Colombia BV	—	149	6 899	
2) Autres parties liées				
PIEP		(2 645)		98 000

Note 6.5 Engagements Hors Bilan - Actifs et Passifs éventuels

Note 6.5.1 Engagements de travaux

Les engagements de travaux pétroliers sont évalués sur la base des budgets approuvés avec les partenaires. Ils font l'objet de multiples révisions en cours d'exercice en fonction notamment des résultats des travaux pétroliers réalisés.

Les engagements contractuels pris auprès des États dans le cadre des permis se limitent à 3 puits d'obligation : 2 au Gabon et 1 en Namibie. Il n'est pas fait mention des informations relatives aux mises en équivalence.

Note 6.5.2 Engagements de locations : impact IFRS 16

Le Groupe a décidé d'appliquer IFRS 16 au 1er janvier 2019, selon la méthode rétrospective simplifiée, et d'appliquer les exemptions permises telles qu'explicités dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2019. Sur cette base, seul le contrat de location du bâtiment du siège parisien a été identifié comme entrant dans le champ d'application d'IFRS 16. Aucun nouveau contrat n'est éligible à IFRS 16 sur 2020. L'incidence de la transition à IFRS 16 sur les états financiers au 31 décembre 2020 est très limitée.

IMMOBILISATIONS VNC AU 01/01/2020	2 191
DETTE AU 01/01/2020	2 239
IMPACT CAPITAUX PROPRES AU 01/01/2020	(48)
Amortissements	(1 075)
Remboursement de capital	(1 074)
Charges d'intérêts	(53)
Annulation charge locative	1 126
IMMOBILISATIONS VNC AU 31/12/2020	1 116
DETTE AU 31/12/2020	1 165
IMPACT CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2020	(1)

Impact de présentation du P&L 31/12/2020	IAS 17 Ancienne norme	IFRS 16
Loyers	(1 126)	—
EBIT	(1 126)	—
Dotations aux amortissements		(1 075)
EBITDA	(1 126)	(1 075)
Coût de l'endettement net		(53)
RÉSULTAT NET HORS EFFET IMPÔT	(1 126)	(1 128)

Note 6.5.3 Prêt à Terme (*Term Loan 600 M\$*)

La société Maurel & Prom West Africa S.A., actionnaire à 100 % de la société Maurel & Prom Gabon, est emprunteur au titre d'un Prêt à Terme portant sur un montant de 600 M\$, conclu le 10 décembre 2017. Ce prêt est garanti par sa société mère Établissements Maurel & Prom. L'emprunteur bénéficie également du soutien financier de l'actionnaire principal du Groupe, PT Pertamina Internasional Eksplorasi dan Produksi ("PIEP") en cas de défaut de paiement au titre de ce prêt.

Aucune sureté n'a été consentie sur les actifs du Groupe ; en revanche des restrictions d'utilisation de certains comptes bancaires de Maurel & Prom Gabon et de Maurel & Prom West Africa ont été prévus en cas de défaut au titre de ce prêt (à l'exception de certains cas).

Par ailleurs, au titre de ce prêt, le Groupe s'est engagé à ce que certains ratios financiers soient respectés au 30 juin et au 31 décembre de chaque année :

- un ratio endettement net consolidé du Groupe/EBITDAX (résultat avant intérêts, impôts, amortissements et dépréciations et net de l'impact des gains et pertes de change et coûts de l'exploration) n'excédant pas 4.00 :1.00, calculé sur une période de 12 mois précédant la date de référence ;
- un ratio de couverture du service de la dette (DSCR) du Groupe calculé sur une période de six mois précédant la date de référence, supérieur à 3.50 :1.00 ; et
- une valeur corporelle nette ("*Tangible Net Worth*") retraité des actifs incorporels pétroliers du Groupe à chaque date de référence supérieure à 500 M\$.

Ces ratios sont respectés sur l'exercice 2020.

Le Groupe s'est également engagé à maintenir un montant minimum de trésorerie consolidée de 100 M\$ sur leurs comptes bancaires, à défaut de quoi, il serait tenu de tirer le montant non utilisé du prêt d'actionnaire consenti par PIEP décrit ci-dessus.

Pendant une période de 24 mois à compter du tirage, Établissements Maurel & Prom s'est engagé à ne pas distribuer de dividendes supérieurs à 15 M\$ par année civile, et ce sous réserve d'un montant minimum de besoin en fonds de roulement défini entre les parties.

Note 6.5.4 Conventions avec PIEP

Dans le cadre du Prêt à Terme, de décembre 2017, le Groupe a conclu une convention de subordination en vertu de laquelle certaines dettes vis-à-vis de PIEP sont subordonnées au remboursement du Prêt à Terme bancaire.

Dans le cadre du Prêt à Terme, de décembre 2017, le Groupe a conclu une convention de soutien financier (*Sponsor Support Agreement*) avec PIEP et l'agent de crédit en vertu de laquelle PIEP s'est engagé à mettre à disposition du Groupe les sommes nécessaires en cas de défaut de paiement au titre du nouveau prêt.

Note 6.5.6 Engagements contractuels au Gabon

Aux termes du contrat d'achat de l'actif gabonais conclu en février 2005 et des amendements subséquents avec l'État gabonais, Rockover et Masasa Trust, Maurel & Prom devra verser :

- 1,4 % de la production valorisée au prix de vente officiel, réglé mensuellement ;
- 0,65 \$ par baril produit à compter de la date à laquelle la production cumulée dans l'ensemble des zones de licences a dépassé 80 Mb (courant septembre 2019) ; et
- 5 % sur la production issue du seul champ de Banio, valorisée au prix de vente officiel, dès lors que la production cumulée de ce champ dépasserait 3,865 millions de barils ;
- 2 % de la production totale disponible, valorisée au prix de vente officiel, jusqu'à un seuil de 30 Mb et 1,5 % au-delà de ce seuil, sur la production provenant des permis d'exploitation issus du permis d'exploration Nyanga-Mayombé. Cet engagement est comptabilisé en charge au fur et à mesure de la production, sachant que la production du champ Banio (le seul permis d'exploitation issu de Nyanga-Mayombé à ce jour) est actuellement suspendue.

Note 6.6 Effectif du Groupe

Au 31 décembre 2020, l'effectif du Groupe est de 519 personnes.

Note 6.7 Rémunérations des dirigeants

Les principaux dirigeants comprennent l'équipe de direction composée du président, de la direction générale et des membres du conseil d'administration.

Il s'agit des rémunérations incluses dans les charges de la période, indépendamment des montants versés.

(en milliers de dollars)	31/12/2020	31/12/2019
Avantages à court terme	1 325	1 762
Paiement en actions		285
TOTAL	1 325	2 047

Note 6.8 Honoraires des auditeurs

Les honoraires perçus par les commissaires aux comptes (y compris les membres de leurs réseaux) s'analysent comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2020				2019			
	KPMG		IAC		KPMG		IAC	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :								
- Émetteur	653	79 %	351	82 %	742	64 %	439	79 %
- Filiales intégrées globalement	97	12 %	75	17 %	35	3 %	111	20 %
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes :								
- Émetteur	79	10 %	3	1 %	378	33 %	8	2 %
- Filiales intégrées globalement	2	— %			6	1 %		
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
TOTAL	831	100 %	429	100 %	1 161	100 %	558	100 %

Note 6.9 Événements post-clôture

À la connaissance de Maurel & Prom, il n'existe pas d'événements postérieurs à la clôture, susceptibles de mettre en cause la situation financière, le patrimoine, le résultat ou les activités de la Société.